

NI AMENDABLE

Envoyons

Valls'er la

Loi travail!

NI NÉGOCIABLE

Dossier

37^e CONGRÈS DU PCF

Pages 6 et 7

ÉDITO

Verdun : entre nostalgie
et hypocrisie
Page 2

PREMIER PLAN

MigrantEs :
barbarie sans fin
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Belgique : deuxième manche dans la
lutte contre le gouvernement de droite
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Marc Pietrosino
de la CGT 13
Page 12



édito

Par ANTOINE LARRACHE

Verdun : entre nostalgie et hypocrisie

Hollande doit attendre avec impatience la fin du quinquennat, il ne peut plus faire un pas sans vaciller. Autour des tombes de Verdun, les polémiques ont encore fleuri. D'abord avec l'annulation du concert de Black M sous la pression de l'extrême droite, puis avec une chorégraphie colorée exécutée dimanche dernier entre les tombes pour la commémoration du centenaire de la bataille. Robert Redeker, regrettant que « *Le nom de Philippe Pétain, l'artisan de la victoire [ait] été occulté!* », y a vu une « *Verdun Pride* », Marion Maréchal-Le Pen s'est offusquée qu'on ait osé « *Piétiner les tombes au son des tam-tams* ». Le racisme et l'homophobie côtoient la nostalgie de la mort pour la patrie... François Hollande et Angela Merkel, dînant dans la porcelaine de Sèvres et le cristal de Baccarat, ont versé des larmes de crocodiles sur les morts de la Grande Guerre. Merkel en réclamant « *de ne pas nous renfermer sur nous-mêmes, mais d'être ouverts pour l'autre* », Hollande en déclarant que « *La France et l'Allemagne ont des responsabilités particulières* », dont celle « *d'accueillir les populations qui fuient les drames et les massacres* ». Mais chacun a oublié de souligner la responsabilité des grandes puissances, en particulier de la France, dans « *les drames et les massacres* » d'aujourd'hui... Car la guerre n'est pas terminée, même si la ligne de front s'est déplacée. Elle se situe aujourd'hui en Syrie, en Afghanistan, en Côte-d'Ivoire, au Sahel, où des milliers de militaires français sont engagés. Elle se situe en Méditerranée, où l'Union européenne arrête les migrantEs qui tente de fuir la misère. Ou bien encore dans tous les pays, en Europe ou ailleurs, où l'on meurt de la misère, du chômage, de conditions de vie toujours dégradées. *L'Opinion* a pu titrer « *Ventes d'armes : en 2015, la France a battu tous ses records* ». Avions, hélicoptères, sous-marins, toute la panoplie a fait recette, montrant s'il était besoin que la politique de la France est moins que jamais la paix, et plus que jamais celle de la guerre.

BIEN DIT

Les poursuites intentées contre quatre personnes en raison de l'incendie d'une voiture de police sont inquiétantes. Si le fait lui-même est parfaitement répréhensible, tout le monde s'accorde à considérer qu'il n'existe aucune preuve matérielle (...). Seuls des éléments de personnalité et de « renseignements » justifieraient ces mises en examen. Si, à ce jour, le juge de la liberté et de la détention a refusé la mise en détention de trois des quatre personnes poursuivies, l'appel du parquet montre la volonté de ce dernier, comme du ministre de l'Intérieur, de suivre certains syndicats de police dans leur mépris de l'indépendance de la justice et de la présomption d'innocence.

Extrait d'un communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (LDH) « Respecter l'indépendance de la justice et la présomption d'innocence » du lundi 30 mai.

À la Une

Ni amendable ni négociable, envoyons Valls'ér la loi travail!

Cette semaine pourrait bien être la semaine de tous les dangers pour le gouvernement Valls-Hollande : après les raffineurs, voilà le tour des cheminots, des agents de la RATP, des salariés du secteur aérien de rentrer dans la grève qui dure, celle qui bloque, celle qui fait mal au portefeuille des actionnaires et des patrons...

D'une manière générale, tout le monde sent bien que c'est vraiment le moment d'y aller une bonne fois pour toutes pour faire reculer ce gouvernement, avec les multiples initiatives de blocages de zones industrielles, de plateformes logistiques, de dépôts de carburant! C'est aussi pour cette raison que des grèves éclatent dans plusieurs entreprises contre la dégradation des conditions de travail (chez PSA), pour l'augmentation des salaires (chez Amazon), contre les licenciements (chez Vallourec), contre la précarité (à La Poste)...

Le monde du travail debout !

La colère contre la loi travail révèle l'ensemble de la colère sociale qui couve depuis des années, la mobilisation entamée depuis presque trois mois maintenant redonne de l'air à toutes celles et ceux qui ne veulent plus subir et sont prêts à relever la tête. Le mouvement est entré dans une nouvelle étape avec la grève des salariés de secteurs clés de l'économie et les différents appels de la CGT à amplifier et « radicaliser » la mobilisation. La classe ouvrière occupe le terrain politique. Et le gouvernement a beau envoyer les CRS lever brutalement les blocages, non seulement il provoque de nouvelles actions en réactions mais ce n'est pas cela qui remettra en route les raffineries ni fera rouler les trains ou voler les avions... Et les propos d'un Macron, en réponse à deux grévistes qui l'interpellent lors d'une visite à Lunel (« *Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* »!) transpirent la morgue et la peur mélangées des fins de règne, connues par d'autres privilégiés en

LE MÉA CULPA DE MACRON



d'autres époques, quand on répondait au peuple qui n'avait plus de pain de manger de la brioche!

N'avoir confiance que dans nos propres forces

La suite dépend de la bataille sociale et politique en train de se jouer, de l'écho que rencontrera le durcissement de la lutte dans ces secteurs, du sentiment de légitimité et de la confiance face à la campagne politique anti-grève, anti-« casseurs » et plus particulièrement anti-CGT orchestrée par l'ensemble du personnel politique, de Valls à Sarkozy et Le Pen... Elle dépendra aussi de la capacité de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses mobilisés à développer toutes les formes d'auto-organisation dans le

mouvement (assemblées générales, comités de grèves, coordinations) afin que s'exerce par les travailleurs eux-mêmes le contrôle de leur lutte. Cela sera déterminant pour empêcher tous les dirigeants syndicaux, et en premier lieu Philippe Martinez, dont le numéro de téléphone semble bien connu de Manuel Valls, de s'asseoir autour d'une table avec le gouvernement pour discuter... Car il n'y a rien à discuter, ni à négocier sans que le gouvernement n'ait auparavant annoncé le retrait pur et simple, le retrait « total » comme on le crie dans les manif, de ce projet de loi néfaste pour l'ensemble du salariat. On reste fermes et déterminés : ce projet n'est ni amendable ni négociable! Le mouvement a isolé le gouvernement, qui est minoritaire, dans le

pays comme à l'Assemblée. L'obliger à retirer sa loi est aujourd'hui possible, et de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui le comprennent. Le mois de juin s'annonce chaud...

On amplifie les grèves, on va jusqu'au bout !

L'heure est aujourd'hui à l'extension de la grève. Il faut aider à surmonter les doutes, convaincre, faire de chacun et chacune des militants du mouvement. Il faut préparer la journée de grève du 14 juin et la manifestation nationale à Paris, mais d'ici là, il faut surtout développer, renforcer les grèves dans les entreprises, ainsi que dans la fonction publique qui sera la prochaine cible si la loi El Khomri est adoptée. On n'a jamais été aussi près de la victoire. Pour celles et ceux qui se battent contre la loi travail, il est sans doute temps aussi de mettre en avant d'autres revendications, celles qui peuvent contribuer à généraliser le mouvement à l'ensemble des salariés : interdiction des licenciements, partage du temps de travail entre toutes et tous, augmentation uniforme de tous les salaires de 500 euros! Pour celles et ceux qui n'en peuvent plus de cette société-là, fondée sur les profits et l'exploitation, ni de ceux qui la défendent, il est aussi temps de mettre en avant une autre façon de gouverner et de faire fonctionner la société, celle qui permettra enfin de faire respecter les libertés démocratiques et de mettre en place un gouvernement entièrement dévoué à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, un gouvernement des travailleurs au service des travailleurs! Valls, Hollande, Gattaz peuvent partir, nous pouvons faire fonctionner la société sans eux. Ils ont les millions mais nous sommes le nombre.

Marie-Hélène Duverger

MIGRANT-E-S

Barbarie sans fin

L'accord de la honte signé en mars entre l'Union européenne et la Turquie a considérablement aggravé le sort de dizaine de milliers de migrantEs et réfugiéEs, désormais prisonniers des frontières internes de l'Europe forteresse...

Cela n'a pas pour autant dissuader celles et ceux qui fuient les zones de guerre de tenter « leur chance ».

La Méditerranée ou la Manche pour sépulture ?

La mise en place d'un dispositif coercitif par l'agence européenne Frontex soutenue par la logistique de l'Otan, a, comme on pouvait s'y attendre, rendu plus difficile l'organisation des traversées pour les réfugiéEs.

C'est maintenant des côtes libyennes que partent les bateaux et embarcations de fortune, accentuant encore les risques de voyages plus longs. Ainsi, le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) évalue à 700 le nombre de mortEs noyés au large de la Libye ou de l'Italie. Toutes les ONG s'accordent à dire que ce chiffre ne tient compte que des naufrages constatés, et que le nombre de victimes est sans doute plus élevé.

En militarisant les zones d'embarquement pour la Grande-Bretagne (Calais, Cherbourg...), et en rendant chaque jour plus difficile les tentatives de passage sur des camions, les autorités françaises et britanniques contraignent aussi les réfugiéEs et migrantEs à prendre le risque insensé de tenter la traversée de la Manche dont le trafic maritime est l'un des plus denses du monde. Ainsi samedi 28 mai, 19 personnes sur un canot gonflable ont été secourus in extremis.

Invisibilisation et répression

Complices des décisions prises lors de l'accord du 19 mars entre l'Europe et la Turquie, les autorités grecques mènent sans faillir la répression contre les migrantEs. Le camp de Idoméni à la frontière avec la Macédoine a été vidé de ses 8 424 habitantEs. Près de 4 000 d'entre eux voulant échapper à l'incarcération se sont dispersés, campant désormais sur des aires d'autoroute ou autres lieux de fortunes, sans espoir de régularisation. Tous les autres se retrouvent aujourd'hui dans plusieurs camps du nord du pays, sans que les ONG en aient été prévenues. L'organisation Save the children dénonce des camps insalubres « *sans services de base, y compris l'eau et la nourriture* ». Appliquant la même politique que les autorités grecques, le

Un monde à changer

OBAMA ET HIROSHIMA, NI EXCUSES NI REGRETS... Obama est le premier président américain à se rendre à Hiroshima, symbole de la barbarie nucléaire où fut larguée le 6 août 1945 la première bombe atomique, «*Little Boy*», suivie, trois jours plus tard, par celle de Nagasaki. Ces deux bombes firent 210 000 morts, un monstrueux essai décidé cyniquement par l'état-major américain alors que le Japon avait déjà perdu la guerre, pour semer la terreur non seulement contre la population japonaise mais à la face du monde entier. Les USA s'affirmaient la première puissance mondiale.

Pleinement dans son rôle, Obama a plaidé pour un monde sans armes nucléaires... sans avoir aucun mot d'excuse ou de regret à l'égard du peuple japonais comme des peuples du monde. Pas plus d'ailleurs que le Premier ministre japonais Shinzo Abe n'en a exprimé à l'égard de la barbarie semée par l'armée japonaise contre les autres peuples d'Asie.

«*Il y a 71 ans, la mort est tombée du ciel*», a déclaré Obama devant le mémorial aux victimes Ce jour-là, le monde «*a changé pour toujours*», cette bombe a «*démontré que l'humanité avait les moyens de se détruire elle-même*». «*Nous sommes venus réfléchir à cette force terrible libérée dans un passé pas si lointain. Nous sommes venus pour rendre hommage aux morts. [...] Leurs âmes nous parlent, elles nous demandent de regarder au fond de nous-mêmes*», a-t-il ajouté alors que Shinzo Abe évoquait «*un nouveau chapitre de l'histoire de la réconciliation entre le Japon et les États-Unis*». C'est bien là la question. Obama s'est inscrit dans la continuité de Truman, président en 1945, qui n'avait pas eu «*le moindre regret*». Comme lui, il fait le job, venant ainsi celer l'alliance avec le Japon contre la Chine dans la concurrence acharnée entre grandes puissances pour la domination du monde. Un monde sans armes nucléaires? Une pure hypocrisie, une mise en scène, alors que les budgets militaires ne cessent de croître...

CGT Pourquoi tant de haine?

Depuis le démarrage de la mobilisation contre la loi travail, gouvernement, patronat et médias aux ordres ont engagé une virulente campagne contre la CGT.

Dans ses dernières sorties, Gattaz dénonce la CGT qui «*dérive*», «*se radicalise*», «*se politise*», exerçant une «*dictature stalinienne*»... Pour le patron des patrons, «*le sigle CGT est égal à chômage*». La violence des mots ne fait que souligner la haine d'un patronat, fort du soutien du gouvernement, contre les travailleurEs, surtout quand ils/elles refusent les reculs sociaux.

Une ou des CGT?

Une des caractéristiques dans les attaques gouvernement-patronat est de faire comme si la CGT était d'une totale homogénéité derrière Philippe Martinez qu'ils se plaisent à désigner comme le «*patron*» de la CGT. Pourtant, l'histoire et même la préhistoire (Charte d'Amiens) ont façonné une confédération traversée par des courants, des comportements, très différents. L'effondrement politique et organisationnel du PCF, en retirant la colonne vertébrale de la CGT, a accentué ces disparités. Le fait que la réorganisation de la confédération – visant à réduire drastiquement le nombre de fédérations, liquider les UL et



En ce moment, beaucoup de bruit autour de la CGT... PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

mettre les UD sous contrôle des régions – soit toujours repoussée depuis 2004 atteste de la volonté de ces structures de garder la main sur leurs stratégies. Il apparaît d'ailleurs clairement que ce sont certaines fédérations, certaines UD et de nombreuses UL qui portent au plus haut et au plus fort l'actuelle mobilisation. Et il faut bien constater que l'engagement de la CGT SNCF est bien éloigné de celui de la fédération de la chimie ou de multiples syndicats d'entreprises.

Prendre ses responsabilités

L'engagement des UD et des UL est en partie une réponse aux difficultés de mobilisation dans les entreprises, notamment dans le privé, et à la volonté de certains syndicats de s'inscrire dans une mobilisation interprofessionnelle, en refusant d'être l'avant-garde... d'une illusoire grève par procuration (cf. interview de Thierry Defresne, délégué syndical CGT chez Total dans *l'Anticapitaliste* n°338). Mais c'est aussi une réponse aux tergiversations de l'intersyndicale

qui, depuis le 9 mars, accompagne autant qu'elle initie les mobilisations. La justification de cet attentisme est d'abord la difficulté, réelle, à mobiliser largement au-delà des équipes militantes et d'une frange de salariéEs convaincus et décidés à se battre jusqu'au bout. Parmi les raisons, les reculs et défaits enregistrés depuis plus d'une dizaine d'années, dont les positionnements de la CFDT et de ses alliées sont à la fois cause et conséquence, sans que, au moins pour la CFDT, elle n'en paie l'addition en termes d'audience électorale ou sur le terrain. Et donc une justification, pour la direction confédérale CGT et même pour Solidaires, du maintien d'un cadre unitaire. On sait bien que la remise des décisions «*à la base*» par les salariéEs, eux/elles-mêmes, comme l'expression «*syndiqué-acteur-décideur*» ne sont le plus souvent qu'un refus de prise de responsabilité au «*sommet*»... Au moment où les bruits s'enflent sur des reculs possibles de la direction confédérale CGT concernant l'exigence du retrait du texte, l'élargissement de la mobilisation, de la grève, constitue la seule parade. Pour répondre à un Hollande qui veut clarifier «*entre deux syndicalismes, un syndicalisme de contestation ou un syndicalisme de responsabilité*», notre capacité à renverser le rapport de forces, à gagner, pèsera de tout son poids pour que la clarification se fasse du bon côté de la barrière de classe.

Robert Pelletier

Le chiffre 5 %

C'est, selon une étude récente d'un organisme de recherche allemand, le pourcentage des prétendues «*aides*» touché effectivement par l'État grec. Depuis six ans, cet État grec n'a en effet touché que 5 % des 220 milliards d'euros accordés au nom des plans de sauvetage, les 95 % restant allant aux banques, à la Banque centrale européenne et au FMI...



Agenda

Samedi 4 juin, fête du NPA 32,

Lecture. Avec Philippe Poutou, à partir de 14 h. Plus d'infos: <http://www.npa32.fr/spip/spip.php?article2257>

Jeudi 9 juin, réunion publique,

Le Havre. Avec Christine Poupin, porte-parole du NPA et militante dans la chimie à Rouen, à 18 h, salle Cassin, rue Anatole-France.

Du 24 au 30 juillet, 33^e Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires, Canoves (Catalogne).

Programme: <https://npa2009.org/evenement/33e-rencontres-internationales-de-jeunes>

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate.

Accueil des participantEs le lundi 22 août, à partir de 14 h, départ le samedi 27 août, après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Ces blocages, qui sont la plupart du temps illégaux, vont créer du chômage. C'est pourquoi nous demandons le retour de l'État de droit. (...) Faire respecter l'État de droit, c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays.

Le patron des patrons PIERRE GATTAZ dans une interview au journal *le Monde* lundi 30 mai.

gouvernement Valls-Cazeneuve après la destruction de la partie sud de la «*jungle*» de Calais s'attaque aujourd'hui au camp de Grande-Synthe ouvert le 7 mars dernier par la municipalité et MSF afin de proposer aux migrantEs des conditions de vie moins inhumaines. L'État a donc décidé de reprendre en main la gestion du camp... en vue de le faire disparaître! Un «*service d'ordre*» va être créé, et les rondes de police vont être augmentées. Plus aucune admission, avec au contraire une réduction progressive du nombre d'habitantEs, contraints à nouveau de créer de nouvelles «*jungles*». À Paris, quelques jours après l'évacuation musclée du lycée Jean-Jaurès dans le 19^e arrondissement, plus de 800 migrantEs se sont réinstallés ces derniers jours dans le jardin d'Éole dans le quartier La Chapelle,

subissant des conditions sanitaires indignes et sans perspectives de prises en charge par les autorités.

Toutes et tous à Calais le 18 juin!

Éclipsée par les nombreuses manifestations contre la loi travail, la situation infernale que vivent les réfugiéEs et migrantEs nécessite de relancer ici la mobilisation. C'est ce que nous avons fait le 23 janvier en manifestant dans les rues de Calais avec les migrantEs de la «*jungle*», au côté aussi de nombreux soutiens venus de Grande-Bretagne. L'opportunité nous est donnée de rééditer cette mobilisation internationaliste le samedi 18 juin prochain. Ce jour là, nos camarades britanniques ont décidé, avec de nombreuses structures antiracistes et syndicales, d'organiser un convoi sur Calais afin d'acheminer sur la «*jungle*» des dons



Des enfants évacués du camp d'Idomeni ce 24 mai. Et après? DR

collectés sur les universités, les lieux de travail. À cette occasion, une manifestation partirait du camp pour rejoindre le centre-ville. Les anticapitalistes de

France doivent rapidement prendre toutes les dispositions pour en faire un succès.

Alain Pojolat

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MÉLENCHON
Héraut de « la France
insoumise » ?



L'exercice solitaire de l'avant-pouvoir... PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

C'est son espoir, cette fois il en est sûr « c'est la bonne » ! Ce dimanche 5 juin, Jean-Luc Mélenchon lance donc sa campagne lors d'un rassemblement dans le 19^e arrondissement de Paris...

Mais même s'il s'applique à jouer la retenue qui sied au futur monarque de la République qu'il aspire à devenir, le style et le fond du discours n'ont guère changé.

Il s'y voit déjà !

Le ton est toujours aussi particulier et personnel : persuadé que François Hollande ne sera pas au second tour de la présidentielle, il s'y voit lui tout à fait ! Il fustige toujours « la caste oligarchique et son personnel politique », alors que lui-même occupe depuis des dizaines d'années des mandats politiques sans discontinuer. Surfant sans complexe sur le mouvement Nuit debout et l'agitation sociale et politique actuelle, il n'hésite pas à se présenter comme « un point d'appui » à cette révolte. Le Front de gauche n'a pas résisté ? Il continue donc seul pour « fédérer le peuple »... Mais au-delà de cette arrogance toute personnelle, que propose-t-il vraiment ? Mélenchon analyse la profondeur de la destruction du lien social par le néolibéralisme et la défiance de plus en plus grande de ceux d'en bas vis-à-vis de toutes les institutions. Il critique aussi les abus actuels de certaines méthodes policières. Il met en débat certaines propositions, dont nous débattons également, comme le partage des richesses, les moyens accordés à l'éducation, le sport, la santé, la sortie du tout-marchand, la planification écologique incluant la création d'emplois et des réorientation de la production, la récréation de nouvelles institutions par la mise en œuvre d'une Constituante pour la VI^e République, la sortie de l'Otan et celle des traités européens. Pourquoi pas... mais surtout comment ?

« Le goût d'un avenir commun, écolo et social, ce sera moi »...

Tout cela doit se faire par une révolution pacifique, démocratique... et c'est quand même là où le bât blesse. Au moment où la démocratie est bafouée, et dans les rues et à l'Assemblée, comment un changement radical en faveur de celles et ceux qui représentent les 99 % pourrait-il se faire démocratiquement et pacifiquement ? À moins de penser que le débouché politique des mobilisations actuelles passe par un avenir commun « pour tous les citoyens » sur le vote Mélenchon en 2017 ? Ce qui pour le coup s'inscrirait tout à fait dans la continuité très antidémocratique de la V^e République... Mais le plus inacceptable, dans ce moment particulier où le pouvoir fait un usage chaque jour plus dangereux de la force publique, c'est de renvoyer dos à dos les violences. Celles des policiers qui exécutent la violence d'un État au service du capital et de sa violence sociale et « l'autre violence, car il y a un risque de guérilla urbaine que je désapprouve absolument ». Et, sans surprise, de réclamer des effectifs de police plus nombreux et mieux formés, au moment où des jeunes, des syndicalistes, des militantEs, de nouveaux manifestantEs, résistent depuis presque trois mois chaque jour à cette violence de classe. Une lutte, avec une possible victoire pour notre camp social, qui n'est visiblement pas au programme de Jean-Luc Mélenchon...

Roseline Vachetta

HOLLANDE

La France va mieux ? Vraiment ?

« Ça va mieux », telle est désormais la ritournelle de Hollande. Mais que ça aille mieux ou pas, la perspective reste la même : plus de politique antisociale pour les salariéEs, les chômeurEs et les retraitéEs.

« **L**a croissance ? Nous allons faire 1,2 %, 1,3 %. Et, en 2016, nous serons sans doute à 1,5 %. Ça va mieux puisque quand je suis arrivé aux responsabilités, c'était 0,2 %. Donc ça va mieux », a déclaré François Hollande le 17 mai. C'est certes mieux que le 0,6 % de 2014, mais en fait, il y a déjà eu une embellie passagère en 2010-2011 (avec des taux de croissance égaux à 1 %) qui n'a pas empêché un nouveau ralentissement en 2012.

Une croissance en tôle ondulée

Le plus probable est que l'on continue sur une évolution en « tôle ondulée », avec des hauts et des bas, mais une tendance moyenne faible. Le rebond de 2015 a été favorisé par la faiblesse de l'euro par rapport au dollar (qui favorise les exportations), la baisse du cours du pétrole et celle des taux d'intérêts. Or, depuis le début de 2016, le dollar s'est affaibli et, du coup, l'euro est remonté de 5 % face au dollar. Par ailleurs, le pétrole est actuellement en hausse. La priorité de François Hollande n'a jamais été d'agir directement pour la croissance et l'emploi : la ligne explicite depuis le rapport Gallois de novembre 2012 est celle de la « compétitivité » des entreprises et du rétablissement des marges. La politique menée, le CICE dès le 1^{er} janvier 2013, puis le pacte de responsabilité annoncé un an plus tard, s'est résumée à accorder des exonérations fiscales et sociales pour les entreprises d'un montant total supplémentaire de 41 milliards d'euros annuel en 2017 par rapport à 2012.



Avec cette somme, l'État aurait pu créer directement environ 1 million d'emplois dans les hôpitaux, l'enseignement, la recherche... Au lieu de cela, il a choisi de confier le coffre au patronat sans contrôler ce que ce dernier en ferait.

Un chômage toujours élevé

Depuis deux ans, Hollande a mis en avant « l'inversion de la courbe du chômage » comme indicateur de la réussite de son mandat. Le nombre des chômeurEs de catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé du tout) recensés à Pôle Emploi a baissé en mars dernier (- 60 000) et à nouveau en avril (- 20 000). Cette baisse reste de toute manière insuffisante pour considérer que « cela va

mieux » sur le front de l'emploi. Fin avril, 3 511 000 personnes restent au chômage total, et 1 885 900 autres personnes à la recherche d'un travail sont occupées quelques heures par semaine. Au total donc, 5 397 000 personnes cherchent du travail. Il faut y ajouter 702 700 personnes inscrites à Pôle Emploi qui sont soit non immédiatement disponibles et sans emploi (par exemple, en formation ou en maladie), soit pourvues d'un emploi plus ou moins précaires (contrats aidés). Plus de 6 100 000 personnes au total sont donc inscrites à Pôle Emploi... et environ une sur deux est indemnisée (3 140 000). Voilà les chiffres qu'il faut avoir en tête avant de s'extasier sur une baisse limitée sur deux mois.

HOLLANDE-VALLS-MACRON

Association de malfaiteurs

Face à l'amplification de la mobilisation contre la loi travail, le gouvernement ne semble plus être à l'unisson. En effet, entre ceux qui veulent aller plus loin dans la destruction des droits sociaux, ceux qui restent droits dans leurs bottes et ceux qui, en bons tacticiens, essayent de trouver une porte de sortie, le gouvernement est plus que jamais fragilisé.

Sans surprise, Valls multiplie les messages d'autorité, réaffirmant sur toutes les ondes qu'il n'y aurait pas de retrait de la loi travail. Et face à l'opposition de la rue et de certainEs au Parlement, il est même « prêt à utiliser de nouveau le 49-3 » en bon démocrate qu'il est... Face aux hésitations au sein de l'exécutif, il est prêt à apporter des « améliorations » mais « hors de question de changer le cadre » du texte, ni même « de modification de la philosophie du texte ». Et pour être encore plus clair dans la cacophonie ambiante, le député da Silva très proche de Valls, a réaffirmé également que « la philosophie du texte ne bougera pas. Il peut y avoir des améliorations sur quelques articles, pas sur l'article 2 », remettant ainsi au pas ceux qui, au gouvernement mais aussi au Parlement, cherchent une porte de sortie en proposant de réécrire l'article 2 qui inverse la hiérarchie des normes.



Un pour tous, tous pouris... DR

En effet, depuis la manifestation du 26 mai qui a vu la mobilisation s'amplifier avec l'entrée de différents secteurs en grève, des voix critiques se sont fait entendre et pas seulement du côté des prétendus « frondeurs ». C'est Sapin, ministre des Finances, qui est l'un des premiers à avoir dégainé, indiquant que sur l'article 2 « il faut regarder tout cela. Tout cela, ce sont des sujets qu'il faut regarder dans le détail parce que le dialogue c'est

ça, c'est d'être en finesse » (sic), critiquant au passage la méthode autoritaire de Valls. À cette voix se sont ajoutées celles de Bruno Le Roux, le chef de file des députés PS, et même du rapporteur de la loi, tous deux recherchant désespérément une majorité à l'Assemblée nationale...

Dérapages bien contrôlés...

Pendant ce temps, Macron continue d'affirmer son projet ultra-libéral,

avec le soutien de Hollande. Et au moment même où la loi travail est très majoritairement rejetée par la population et les salariéEs, lui dans une interview aux Échos propose... de l'élargir ! « Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines », plaide le ministre de l'Économie, suggérant d'y ajouter la question des salaires pour aller vers leur diminution. Car pour Macron, les salariéEs seraient trop payés, son objectif étant d'aller vers la « modération salariale ». Alors que le pouvoir d'achat des salariéEs ne cesse de régresser depuis des années, que la précarité n'a jamais été aussi importante, Macron, au lieu de s'occuper des salaires des patrons et des dividendes des actionnaires, n'a qu'un seul objectif : faire les poches des plus pauvres ! On pourrait penser qu'avec cette nouvelle saillie, Macron fait cavalier seul. Mais le Parisien nous apprend que cette interview a été relue et corrigée par Hollande lui-même. À quoi jouent donc les uns et les autres ? Au petit jeu de chaise musicale du pouvoir. Car que ce soit Valls, Macron ou Hollande, tous ces gens n'ont qu'une seule obsession : 2017, et peut-être même au-delà. Bien au contraire, notre obsession est de les faire reculer, que cette loi soit retirée dans sa totalité et que ce gouvernement dégage, enfin !

Sandra Demarcq

BELGIQUE Deuxième manche dans la lutte contre le gouvernement de droite

Une nouvelle épreuve de force a débuté en Belgique entre le gouvernement de droite et le mouvement syndical.

Ainsi, le 24 mai, 80 000 personnes ont manifesté à Bruxelles à l'appel du front commun FGTB-CSC-CGSLB. Ce 31 mai, la fonction publique est paralysée par une grève nationale. La FGTB appelle le 24 juin à une grève de 24 heures appuyée par la Centrale nationale des employés (principale centrale du syndicat chrétien CSC dans la partie francophone du pays). Et une nouvelle manifestation de masse et une deuxième journée de grève sont planifiées pour la rentrée sociale. Les mobilisations sont dirigées en premier lieu contre les projets de flexisécurité du ministre de l'Emploi et du Travail. Comme Valls et Hollande, le démocrate-chrétien Kris Peeters veut porter le fer dans l'organisation du travail : annualisation du temps de travail (jusqu'à 45 h/semaine), contrats intérimaires à durée indéterminée, remise au travail des malades de longue durée... Mais le mécontentement dans la population est général : il porte aussi sur l'allongement de la carrière, les exclusions du chômage, et autres mesures de régression qui contrastent avec les cadeaux aux riches et aux patrons.

Attaque frontale

Face au rouleau compresseur néolibéral, la vague de luttes de l'automne 2014 avait mis en lumière la force exceptionnelle du syndicalisme belge et sa capacité de porter une alternative. Trois mois de mobilisation avaient pourtant fini en queue de poisson, les directions syndicales décidant unilatéralement de tout arrêter «pour donner une chance à la



concertation». Celle-ci n'a strictement rien apporté. Va-t-on revivre le même scénario ? Telle est la question que se posent beaucoup de syndicalistes. Les appareils restent mobilisés avant tout en défense de la concertation, qui leur permet d'accompagner l'austérité en limitant les dégâts et en maintenant leur puissant dispositif d'encadrement de la classe ouvrière. Mais le gouvernement n'en veut plus : grisé par ses succès et profitant du climat plombé par les attentats, il veut non seulement transformer les sommets syndicaux en courroies de transmission de l'austérité mais aussi pousser les délégations d'entreprise dans les cordes en mettant les piquets de grève hors la loi et en enlevant aux délégués le droit de s'opposer à la flexibilisation et à la précarisation du travail. C'est une attaque frontale, d'inspiration thatchérienne.

Débrayages et grèves

Face à cela, la stratégie syndicale de concertation est en crise et celle-ci se manifeste à deux niveaux, qui sont combinés : d'une part, le retour des débrayages spontanés, et d'autre part, la cacophonie dans les prises

de position des structures syndicales à tous les niveaux. Les contrôleurs aériens se sont croisés les bras spontanément pendant plusieurs jours après les attentats pour dénoncer leurs conditions de travail. Les gardiens de prison francophones sont en grève depuis 5 semaines contre le manque de personnel. Les cheminots francophones les ont rejoints depuis le 25 mai contre un diktat de la direction qui veut allonger leur temps de travail avec perte de salaire. Ces mouvements spontanés en front commun ont amené la CGSP wallonne (centrale FGTB du secteur public) à adopter une résolution qui couvre toutes les actions au-delà du 31 mai. On parle de grève au finish. Typique du mouvement ouvrier belge, la dynamique par laquelle la radicalisation à la base se répercute au sein des instances syndicales est donc en marche. Pour le moment, elle se déploie quasi exclusivement dans le secteur public au sud du pays, où flotte un parfum de grève générale pour chasser le gouvernement Michel. Du coup, la polarisation entre gauche et droite au sein des syndicats s'aiguise et prend un tour communautaire. Si les

appareils les plus droitiers en Flandre ne sont pas débordés à leur tour, on peut craindre la déchirure de certains secteurs syndicaux. Celle-ci aurait des conséquences graves pour tous les travailleurEs. En particulier, elle rapprocherait la classe dominante de son objectif stratégique : le démantèlement de la sécurité sociale – combiné éventuellement à sa scission communautaire, qui est exigée par les libéraux-nationalistes de la NVA.

La pression monte

Le gouvernement mise sur le décalage Nord-Sud pour passer en force et infliger à la classe ouvrière une défaite majeure. Il reste donc sourd aux appels d'une partie de la presse bourgeoise. Loin de lâcher du lest, de «reconnaître ses erreurs» et de chercher à «rendre le sourire aux travailleurs (et à tous les Belges)», comme l'y invitait récemment le quotidien financier *l'Écho*, le pouvoir campe sur ses positions, menaçant même de sanctionner les grévistes. Un jeu dangereux, car si le contrôle des appareils est plus fort au nord du pays, le mouvement de 2014 et la manifestation du 24 mai montrent que la colère des travailleurs n'est pas plus faible qu'au Sud. Près de deux ans après la pantalonade de décembre 2014, la combativité des secteurs en lutte ouvre la possibilité pour une revanche des travailleurEs. Sera-t-elle saisie ? Cela dépend largement de l'initiative des syndicalistes de combat. Les obstacles dans les structures syndicales sont nombreux (et le PTB, avec sa ligne suiviste, ne cherche nullement à les surmonter). Mais la pression monte : faisant volte-face, le responsable des cheminots flamands de la CGSP vient de se rallier à l'appel à la grève des chemins de fer le 31 mai. Si les dominos devaient continuer à tomber de la sorte, le climat social pourrait changer du tout au tout, et même très rapidement.

De Bruxelles, Daniel Tanuro

TURQUIE Erdogan en quête d'une domination sans entrave



Yildirim et Erdogan, le nouveau tandem autoritaire. DR

Le président de la République Erdogan continue à franchir les étapes, à lever les obstacles pour l'établissement du régime présidentiel autocratique qui lui permettrait d'instaurer une domination totale sur tout l'appareil d'État.

Après la mise à l'écart d'Ahmet Davutoglu dont les divergences avec Erdogan n'étaient plus supportables pour ce dernier, c'est finalement le ministre des Transports Binali Yildirim, dont la loyauté à 100 % au chef d'État ne fait aucun doute, qui a été élu président de l'AKP et ainsi Premier ministre. Lors de son discours inaugural, Yildirim a clairement précisé que la priorité du nouveau gouvernement sera d'établir le régime présidentiel par un changement de Constitution et a explicitement annoncé qu'il n'y aura désormais plus aucune discordance entre le gouvernement et Erdogan : «*Je te le promets, tes aspirations sont les nôtres, ta cause est notre cause, ta voie est notre voie.*» Un autre événement majeur de ces deux dernières semaines est la levée «provisoire» de l'immunité parlementaire, qui vise l'exclusion des députés du HDP, parti réformiste de gauche lié au mouvement kurde. Après que les débats au Parlement concernant l'amendement constitutionnel se furent traduits à plusieurs reprises en agression physique de la part des députés de l'AKP envers ceux du HDP, le Parlement a finalement approuvé le projet de révision constitutionnelle par 376 voix (sur 550), soit plus des deux tiers requis. Ce vote autorise ainsi la poursuite des procédures judiciaires engagées contre 138 députés des quatre partis se trouvant au Parlement. Mais sur un total de 667 procédures, 405 concernent les députés du HDP... Et presque tous les députés du HDP sont visés par cet amendement. L'AKP ne détenant que 317 députés, c'est grâce au soutien du MHP d'extrême droite et du CHP de centre gauche républicain/laïciste que la révision constitutionnelle a donc été possible.

Les Kurdes effacés du Parlement ?

Si pour le MHP, soutenant inconditionnellement la politique guerrière du gouvernement contre le mouvement kurde, cela allait de soi, c'est la position du CHP et surtout de son leader Kemal Kilicdaroglu qui a été particulièrement controversée. Président du principal parti d'opposition, Kilicdaroglu, tout en affirmant que la procédure de la levée de l'immunité était contraire à la Constitution, a appelé à voter pour, car dans le cas contraire, cela offrirait l'occasion à l'AKP de prétendre que le CHP soutenait les terroristes... Comme cet argument ridicule a été fortement critiqué par bon nombre d'observateurs et par les membres mêmes du CHP, Kilicdaroglu a ensuite exprimé que si l'amendement ne passait pas directement au Parlement et que l'AKP recourait alors comme prévu au référendum (en y incluant probablement d'autres modifications constitutionnelles concernant le statut du président de la République), cela accroîtrait la polarisation de la société. Face à une forte opposition au sein du parti et parmi les rangs des députés, Kilicdaroglu a vainement tenté de présenter sa capitulation devant l'AKP comme un héroïsme personnel en affirmant que même s'il risquait la prison et la fin de sa vie politique, il «*sacrifiait son avenir personnel pour celui du pays*»... 22 ans après l'exclusion du Parlement et l'arrestation des députés kurdes en 1994, l'État turc s'apprête encore une fois à évincer les représentants du peuple kurde et à bannir le seul pôle de contestation démocratique du Parlement, effaçant ainsi le vote de plus de cinq millions de citoyens.

D'Istanbul, Uraz Aydin

SYRIE Révolution, guerres et négociations...

La situation semble «complexe» en Syrie : une révolution, des contre-révolutions et des guerres impérialistes...

L'hégémonie des forces djihadistes, en particulier Daesh et Jabhat al-Nosra (dont l'émergence a été favorisée par le régime et les États du Golfe contre l'Armée syrienne libre) est devenue le prétexte des grandes puissances impérialistes, USA et Russie en tête, pour intervenir directement en Syrie : elles gèrent en commun «le dossier syrien» comme le disent souvent leurs officiels... Après la visite le 23 mai dernier du général américain Votel, chef du commandement central à Roja et sa rencontre avec les forces militaires kurdes YPG, ces dernières ont annoncé le début de la campagne militaire de libération de Raqqa, le fief de Daesh en Syrie, cela au nom des forces coalisées : YPG et d'autres bataillons arabes, turkmènes et assyriens, sous le nom de «Syrie démocratique». Ces forces sont soutenues par l'aviation américaine et par quelques centaines des forces

spéciales américaines au sol. Pour l'instant, cette campagne a permis de libérer quelques villages au nord de Raqqa, mais reste encore un peu loin de la ville. Daesh avance au niveau de la campagne est d'Alep, et vers Deir ez-Zor dans l'est du pays. Dans Alghota, près de Damas, la guerre fait rage entre deux factions réactionnaires, et le régime en profite pour avancer. Dans le sud du pays, la guerre n'est pas finie entre Daesh et d'autres groupes, et le régime gagne encore du terrain. Bref, les combats dans diverses régions reflètent la volonté de toutes les parties d'améliorer leur situation militaire en vue de renforcer leurs positions dans les négociations en cours à Genève.

«Négociations» ou mouvement populaire ?

Pour accélérer ces négociations, les USA soutiennent la campagne de Raqqa, et la Russie donne un délai aux groupes «modérés» pour se séparer de Jabhat al-Nosra, avant

qu'elle devienne la cible de ses bombardement. La date butoir du 25 mai a été reportée «pour donner du temps à l'administration américaine pour convaincre ces modérés de se séparer de al-Nosra», selon les déclarations russes. Deux principaux dirigeants «islamistes» de la haute commission de négociation ont été poussés à démissionner, et la commission a aussi déclaré qu'elle va intégrer l'opposition soutenue par Moscou, ainsi que celle soutenue par Le Caire, dans les négociations avec le régime. De plus, un journal proche du régime syrien a divulgué le 24 mai un projet de constitution pour la future Syrie préparé par l'administration de Poutine... Tous ces éléments laissent à penser que les deux grandes puissances veulent «imposer» une solution à toutes les parties et en premier lieu au peuple syrien, une solution qui reproduit le régime en place greffé par une partie de l'opposition bourgeoise. Pour autant, l'ASL n'a pas disparu, et le mouvement populaire reste

vivant : il renoue avec les mots d'ordre de la révolution de 2011, en particulier avec les manifestations quasi quotidiennes à Ma'arrat al-Numan, Salqin, Kifir Nubil et Saraqib, contre le régime et les forces réactionnaires. Et à Hama, 800 prisonniers politiques démocrates ont pris le contrôle de la prison centrale depuis un mois. Les deux attentats suicides du 23 mai perpétrés par Daesh dans deux grandes villes de «la Syrie utile» du régime, Jableh et Tartous, ont révélé l'étendue de la contestation et la colère qui germent dans cette région contre le régime, et qui ne va pas tarder à exploser. Les masses syriennes défendent la paix, mais pas aux dépens de leurs libertés et dignité. Contre le régime et les groupes islamistes, ces masses sont de plus en plus gagnées aux idées de la démocratie, de la laïcité, de l'anti-impérialisme, pour la liberté et la justice sociale. Tout faire pour les soutenir et les aider à s'organiser est notre devoir.

Ghayath Naisse

UNE CRISE CHRONIQUE

La crise du stalinisme et l'effondrement de l'URSS expliquent en partie cette situation, mais la politique de la direction, notamment face au PS et aux institutions, participent aussi de cette crise, sans parler des mutations énormes intervenues dans la société avec la disparition des grandes entreprises, les diversifications au sein du prolétariat et aussi la percée du FN dans les couches populaires.

Autrefois parti de la classe ouvrière, le PCF n'organise plus qu'une petite fraction de celle-ci et généralement la plus âgée. Il n'a plus la même force dans la CGT et il a été confronté au FN dans les couches populaires frappées par la crise mais aussi au développement du PS dans les nouvelles couches du prolétariat. Encore fort de ses 12 000 éluEs, il a cependant perdu bon nombre de municipalités et se trouve pris entre le poids des éluEs qui, souvent, doivent leur élection à un accord avec le PS, et une partie de sa base de plus en plus hostile au PS et qui se rassemble dans les quatre textes alternatifs à la direction qui ont en commun de refuser une primaire avec les socialistes...

Dans cette nouvelle situation et après être sortie de l'expérience gouvernementale avec le PS, la direction semble assez désespérée. La création du Front

de gauche n'a en fait profité qu'à son candidat Mélenchon, mais absolument pas au PCF, et aujourd'hui cette direction flotte complètement entre un soutien à une hypothétique primaire sans Hollande, un « *Appel des 100* » avec les « frondeurs » du PS, des Verts, des membres d'Ensemble, quelques syndicalistes et associatifs mais sans candidat pour le moment, et un Mélenchon méprisant et tout aussi méprisé mais encore fort dans les sondages. Ainsi, environ 2 000 militantEs du PCF ont déjà signé un appel de soutien à Mélenchon, alors que près de 24 % des militants demandent, avec Roland Leroy ou Nicole Borvo, un nouveau Front de gauche (car l'ancien n'existe plus...) mais « *décartellisé* », ce qui était le souhait du PG.

Un choix ou une impasse ?

Le congrès aura donc à choisir entre un Mélenchon fortement discrédité à l'intérieur du parti

mais avec un plus large écho à l'extérieur et un candidat PCF ou proche mais assez peu crédible à l'extérieur. Pour rajouter à cette confusion, dans l'*Humanité* du 25 mai, Pascal Savoldelli, responsable du secteur élection du PCF, appelle à « *traiter à égalité la présidentielle et les législatives* »... Avec le PS et sans Mélenchon ? Le même jour, le quotidien consacre une page à la conférence de presse de Mélenchon, sans aucun commentaire... Ce dimanche 5 juin, juste après le congrès du PCF, Mélenchon organise une démonstration, un grand rassemblement à Paris, après avoir annoncé avoir déjà reçu 140 000 signatures de soutien. Sans doute est-il convaincu que le PCF n'aura pas d'autre choix que de le soutenir. Cela dit, quelle que soit au final la décision du PCF, les choix qui vont être fait ne feront ni l'unité du parti ni n'enrayeront sa crise chronique...

Alain Krivine



Le 37^e congrès du PCF se tient du 2 au 5 juin à Aubervilliers. Cette année, les militants ont eu à choisir parmi cinq textes dans des votes des assemblées régionales. Le texte servant ensuite de base de discussion à amender. Celui de la direction présenté par Pierre Laurent n'a recueilli que 51,2 % sur 29 000 votes. Du jamais vu dans l'histoire du PCF qui, aujourd'hui, perd des militantEs et sans doute que jamais...

D'UN ÉLAN RÉVOLUTIONNAIRE À UN PARTI NATIONAL STALINISÉ

Il y a près de 96 ans, s'est tenu à Tours le dix-huitième congrès du Parti socialiste, qui marqua l'acte de naissance du PCF.

Le 29 décembre 1920, 70 % des délégués votent l'adhésion à la Troisième Internationale – ou Internationale communiste – fondée par les dirigeants de la révolution russe. Cette scission renvoie à deux événements majeurs : l'attitude du Parti socialiste (alors dénommé SFIO) face à la guerre et l'impact de la révolution russe.

La faillite de la sociale démocratie

Après l'assassinat le 31 août 1914 de Jaurès, principal figure du Parti socialiste, et dès la déclaration de guerre (le 3 août), au mépris des positions antérieures, les députés socialistes votent les crédits pour la guerre, et des dirigeants socialistes entrent au gouvernement. L'autre grand déterminant est constitué par la révolution russe. Pour les partisans de l'adhésion à la nouvelle Internationale créée par les bolcheviks en mars 1919, l'enjeu n'est pas seulement de gagner une majorité des socialistes à cette perspective, mais surtout de transformer radicalement et en profondeur le parti pour rompre avec certaines racines de l'opportunisme comme l'autonomie des parlementaires par rapport à la direction du parti. Lorsque le congrès commence, les résultats des votes des militantEs



En 1936, Léon Blum et Maurice Thorez saluant la foule. Au second plan, on aperçoit Édouard Dalladier (Parti radical). DR

sont connus : une large majorité s'est prononcée pour l'adhésion. L'aspiration à rompre avec le passé est réelle, mais la vie du nouveau parti est difficile. La SFIO maintenue conserve une influence électorale plus importante, des conflits ravagent la direction issue de Tours... Une nouvelle direction du PC est mise en place qui s'emploie à transformer radicalement l'organisation à travers la « *bolchévisation* » (création de cellules d'entreprises, sélection d'un appareil permanent d'origine ouvrière, etc.). Une des manifestations les plus visibles du caractère révolutionnaire du PC est le développement d'une propagande antimilitariste et en 1924 le lancement d'une campagne acharnée contre la guerre coloniale menée par la France au Maroc. Mais rapidement vont se faire sentir les conséquences de la stalinisation de l'Union soviétique. L'héritage d'Octobre 1917 et la défense de l'URSS contre les menées impérialistes vont être identifiés à la soumission totale à la direction soviétique. Le régime intérieur du parti est calqué sur le régime disciplinaire du PC soviétique. Les

divergences internes sont assimilées à des menées de l'ennemi.

La férule de Staline

À partir de 1928, la direction du PCF va devoir s'aligner sur la politique sectaire et ultragauchiste de la « Troisième Période » : les dirigeants socialistes sont qualifiés de « sociaux-fascistes » et toute politique de front unique est rejetée. Cette politique isole le PCF : entre 1927 et 1931, ses effectifs chutent de 55 000 à 25 000 et aux élections législatives de 1932, il tombe à son plus bas niveau (6,8 %). Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les dirigeants soviétiques font un virage brutal : c'est à partir de 1934 la mise en route de la politique des Fronts populaires. Le PCF, dirigé depuis 1930 par Maurice Thorez, conclut une alliance non seulement avec les socialistes mais également avec le parti radical, qui, bien que « de gauche », est un des principaux partis de la bourgeoisie. Le PCF met des bémols à son antimilitarisme et à son anticolonialisme et le 11 juin 1936, Maurice Thorez déclare : « *Il faut savoir terminer une grève* ». Dans la foulée du Front populaire,

le PCF devient un parti de masse et gagne de nombreux députés. Il devient un parti « national » tout en restant complètement aligné sur l'URSS, ce qui parfois ne va pas sans difficultés.

L'intégration nationale

Après un passage difficile au début de la guerre (notamment du fait du pacte germano-soviétique de 1939 et de son interdiction), sa participation massive à la Résistance et le courage de ses militantEs vont encore renforcer le PCF, de 370 000 adhérents en décembre 1944 à 800 000 à la fin de 1946. Aux élections de novembre 1946, il prend la première place, avec 28,6 % des suffrages. Durant la guerre et au sortir de celle-ci, en accord avec l'URSS, il a choisi l'alliance avec de Gaulle, et, de fait, sa subordination à celui-ci. Il se bat pour le retour à l'« ordre républicain », Thorez lançant le mot d'ordre « *une seule armée, une seule police, un seul État* ». Des communistes occupent des postes ministériels et endossent notamment la politique répressive dans les colonies (comme les massacres de Sétif en mai 1945). Un nouveau tournant surviendra en 1947 pour des raisons à la fois nationales et internationales. Les travailleurs rejettent la politique gouvernementale qui « reconstruit la France » sur leur dos, et une grève massive commence chez Renault, à l'initiative notamment de militants révolutionnaires trotskistes. Dans le même temps, l'alliance entre l'URSS et les pays capitalistes se rompt : c'est le début de la « guerre froide ».

Henri Wilno

ALLIANCES MORTI ET PERTE DE REPRÉSENTATION

Dans les années 1950, le PCF est de loin le principal parti ouvrier et même le principal parti populaire...

Ainsi il exerce une influence non négligeable dans la paysannerie de certaines régions. Son influence est aussi très forte chez les intellectuels. Le parti est à la tête de nombreuses mairies et est doublé par un réseau d'organisations périphériques. Enfin, il hégémone la CGT.

La mise à l'écart

Les communistes n'ont pas renoncé à tout rapprochement avec les socialistes. S'ils ne cessent de dénoncer l'impérialisme américain, leur anticolonialisme est sujet à variations, notamment pour ce qui concerne l'Algérie. En mars 1956, ils votent ainsi les pouvoirs spéciaux qui permettent au gouvernement socialiste de Guy Mollet d'envoyer les soldats du contingent en Algérie. Le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958 et l'instauration de la V^e République écartent encore plus le PCF de la politique institutionnelle. Pour essayer de la réintégrer, ils décident aux élections présidentielles de 1965 de soutenir dès le premier tour un politicien de la IV^e République, François Mitterrand... En 1968, le poids du PCF dans la classe ouvrière et son contrôle de la CGT lui permettront d'orienter le mouvement sur un terrain

revendicatif avec les accords de Grenelle.

Mais 1968 a rebattu les cartes, Mitterrand va s'atteler à reconstruire un Parti socialiste renouvelé et affirme son accord avec les propositions d'union de la gauche faites par le PCF. Un « programme commun » est signé en 1972, qui devient alors la référence incessante du PCF (et de la CGT) face à une extrême gauche qui en dénonce les limites et les illusions. Mitterrand veut se hisser au pouvoir sur les épaules des communistes... et réduire leur influence.

Vers l'union de la gauche

La direction du PCF avait cru qu'un accord programmatique avec le PS le conduirait au pouvoir et qu'une partie de l'électorat socialiste basculerait en faveur du PCF. Or c'est le calcul de Mitterrand qui se vérifia : dès 1975, les élections locales montrent que le PS passe devant le PCF. En ne formulant aucune critique publique du PS, le PCF a permis l'amalgame des deux partis dans un ensemble flou et idéalisé : l'union de la gauche sur le programme commun, en payant le prix électoral. La direction du PCF (incarnée par Georges Marchais) va donc faire un virage : elle multiplie les exigences envers le PS et rompt de fait avec lui en 1977. Mais son attitude est perçue comme sectaire, et Georges Marchais n'obtiendra « que » 15,3 % des voix aux présidentielles de 1981. Le PCF entre au gouvernement formé après la victoire de Mitterrand et y restera malgré le tournant vers l'austérité, d'abord en juin 1982 puis surtout en mars 1983. Il ne cesse de reculer aux



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

FÈRES FÈRES

différentes élections. En juillet 1984, le PCF décide finalement de quitter le gouvernement. Malgré cela, le recul électoral se poursuit : le parti obtient désormais un score national de moins de 10 % quelle que soit l'élection. Si la fidélité à l'URSS perdure, le parti adopte désormais une ligne eurocommuniste.

L'inexorable recul

En 1994, Georges Marchais passe la main : la ligne ultérieure (jusqu'à nos jours) va subir ensuite diverses oscillations, toutes inspirées pour l'essentiel par le désir de préserver l'influence électorale du parti. Robert Hue, devenu secrétaire général, accentue la « rénovation », obtient quelques gains électoraux et, après les législatives de 1997, le PCF entre au gouvernement de Lionel Jospin. C'est la « gauche plurielle ». Au gouvernement, les ministres communistes vont accompagner la politique de privatisations et d'inscription dans la construction néo-libérale de l'Union européenne. La chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS vont accentuer la perte de repères tandis que les élections de 2002 voient une débâcle sans précédent : avec 3,4 % des voix aux présidentielles, Robert Hue vient derrière Arlette Laguiller et Olivier Besancenot. Robert Hue est remplacé par Marie-Georges Buffet à la tête d'un parti de plus en plus divisé et en recul, tant dans ses bastions territoriaux (la « banlieue rouge ») que dans les entreprises. Malgré tout, le PCF conserve le potentiel militant de loin le plus important à la gauche du PS.

Henri Wilno

PCF ET CGT : RAPPORTS NON PROTÉGÉS...

Dans ses dénonciations haineuses des militants d'extrême gauche, voire des trotskistes qui dirigeraient la CGT, Valls retrouve les accents de Jules Moch sur la mainmise des communistes sur la CGT lors des grèves de 1947 et surtout celle des mineurs de 1948...

Elles illustrent, à leur façon, la place que, dans l'imaginaire du Clemenceau du 21^e siècle, occupe le PCF dans la CGT d'aujourd'hui... C'est dans les années précédant la scission CGT-CGTU de 1921 que s'étaient constitués les premiers noyaux communistes dans la CGT, conformément aux consignes de l'Internationale communiste. Les « réformistes » exigent leur dissolution et l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux. La bolchevisation qui tourne rapidement à la stalinisation du PCF s'accompagne d'une volonté de prolétarianisation du parti. L'incrustation du PCF dans la CGT doit prendre en compte les fondements du syndicalisme français, la Charte d'Amiens visant à protéger le syndicalisme du réformisme politique. Elle inscrit dans les gènes du syndicalisme français une défiance par rapport à la politique en général et une institutionnalisation du fédéralisme, deux caractéristiques qui traverseront le siècle même au plus fort et après la domination stalinienne. Avec l'inscription dans la stratégie du Front populaire faite d'unité syndicale, de modération revendicative et de nationalisme, les grèves de 1936 permettent un développement numérique décisif du PCF : de 450 cellules d'entreprise en 1933, il passe à 4 041 en 1937. La grève est considérée, au-delà de la satisfaction des revendications, comme un moyen important d'unification, de progression de la conscience de classe, au cœur de l'activité syndicale.

(In)subordination ?

Mais dans le même temps, cette activité doit être subordonnée à la stratégie politique du parti représentant des intérêts historiques du prolétariat. Cela, malgré le renoncement officiel aux fractions, marquera durablement les rapports PCF-CGT. Depuis l'obsession de l'unité avec le Parti radical en 1936 jusqu'à celle de l'unité de la gauche de 1968 à 1978, c'est ce qui explique la volonté de modération des mouvements sociaux imposée à la CGT. Tout ne fut pas si simple. Le national-chauvinisme du Parti entrera en conflit avec l'engagement, soutenu par la CGT, des ouvriers algériens au côté du FLN. Le radicalisme anti-américain autour du plan Marshall devra céder devant la réalité des pressions sur la CGT de Renault, finalement signataire de l'accord d'entreprise de 1955¹. Il faudra l'échec de l'Union de la gauche en 1978 et surtout les désastres provoqués par les participations répétées aux gouvernements de « gauche » pour que s'opère une prise de distance toujours plus grande entre le PCF et la CGT, marquée notamment par l'arrêt des désignations dans le cadre du PCF des responsables CGT (régionaux, de branches ou nationaux). C'est ce qu'a concentré et illustré le douloureux passage de Thibault à Martinez.

Robert Pelletier

1— Accord comportant une programmation du mouvement des salaires sur trois ans, instituant une commission paritaire du coût de la vie, un système de retraite complémentaire pour les « non-cadres » et une troisième semaine de congés payés.

FRONT DE GAUCHE ET MIRAGES ÉLECTORALISTES

Le Front de gauche, à l'origine alliance électorale entre le PCF et le Parti de gauche, s'est constitué en vue des élections européennes de 2009.

Il ne s'agit plus d'une alliance avec le PS devenu trop libéral, mais avec Mélenchon dont le PG est l'appareil électoral. Ce dernier refait en petit ce qu'il avait appris de Mitterrand : mettre au service de son ambition la seule force militante qui compte réellement à gauche en échange de la perspective, illusoire, d'enrayer la chute électorale du PCF et de sa représentation dans les institutions bourgeoises. À la présidentielle de 2007, Marie-George Buffet réalisait 1,93 %, il y avait urgence. La direction du PCF espérait donc s'en sortir... en reproduisant la politique qui l'avait ruinée ! Le parcours personnel de Mélenchon éclaire le contenu de l'alliance qui se nouait. Après un bref passage par les rangs trotskistes, dans l'après-Mai 1968, en 1977, il démarre une carrière au sein du PS. En 1981, mitterrandiste, il devint premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Essonne avant d'être élu sénateur en 1986. En 1992, il approuve et vote le traité de Maastricht. Il resta sénateur pendant vingt-deux ans, avec

une interruption de deux ans durant lesquels il fut ministre de l'Enseignement professionnel pour mettre en œuvre une politique qui entraînera la dégradation générale des conditions d'enseignement pour les milieux les plus populaires. En 2005, Mélenchon prend ses distances avec le PS pour faire campagne pour le non au traité constitutionnel européen. Il soutiendra en 2007 Ségolène Royal, dont l'échec, après le succès du non, l'amena à jouer sa propre carte à la gauche du PS. En 2008, il décide de fonder le Parti de gauche et de tenter une alliance avec le PCF en vue des élections européennes.

Une direction aveuglée

Malgré des résultats électoraux bien modestes entre 2009 et 2012, la direction du PCF décide de soutenir Mélenchon à la présidentielle en faisant le calcul que cela lui permettrait de gagner de nouveaux postes, en particulier aux élections législatives qui profiteraient cette fois au Parti et non au PG. Après une campagne semant des illusions sur une victoire électorale

tout en défendant des idées protectionnistes et nationalistes, Mélenchon et le PCF se sont tout de suite ralliés à Hollande. « *En avant pour la réussite du changement à gauche* », pouvait-on lire dans *l'Humanité* du 7 mai 2012... Le 17 juin, les résultats électoraux des élections législatives (6,94 % des voix) eurent alors un goût amer. Le PCF passait de 19 députés à 10. Le Front de gauche entrait en crise. Une fois encore, le PCF sortait perdant de ce jeu de dupe. Sa volonté de faire valoir ses intérêts d'appareil en gardant des liens, en particulier aux dernières régionales, avec le PS, firent éclater le Front de gauche aujourd'hui moribond. Peut-être verra-t-on le PG et le PCF réanimer le Front de gauche comme cadre d'une nouvelle alliance si la direction du PCF acceptait une fois encore de se soumettre. Tout cela va se décider vite après le congrès du PCF. Mais quels que soient les choix que fera la direction du Parti, ils ne pourront enrayer son recul, et surtout ils ne répondront en rien aux intérêts du monde du travail.

Yvan Lemaître

DÉBATTRE POUR UN RENOUVEAU DES IDÉES COMMUNISTES

L'affaiblissement irréversible du PCF exprime aussi un recul du niveau de conscience et d'organisation au sein de la classe ouvrière.

Tout au long de son histoire, malgré ses reniements et trahisons, le PCF a été l'expression d'une conscience de classe certes

déformée mais néanmoins bien réelle. Il a entretenu confusément le sentiment que, d'un côté, il y avait les patrons, le capitalisme, et de l'autre, une classe ouvrière porteuse de l'avenir de la société. Tout au long de cette histoire, le mouvement trotskiste s'est adressé à ses militantEs, souvent malgré l'hostilité entretenue par l'appareil, les calomnies, voire la violence physique, dans la perspective de contribuer à ce que leur dévouement se dégage du marais réformiste pour retrouver les chemins de la lutte de classes révolutionnaire. Cette politique voulait ouvrir une autre perspective que l'impasse de l'électoratisme qui a constamment poussé le PCF dans les bras d'« alliés » qui ne visaient qu'à l'étouffer. Cette démarche n'a pas été vaine, même si elle n'a pas pu donner naissance à un véritable parti des travailleurs, communiste et révolutionnaire.

Redonner un contenu contestataire et révolutionnaire

Cette bataille pour que les militantEs qui continuent à se réclamer du communisme rompent avec la gauche institutionnelle n'a pas épuisé ses possibilités. Cela passe par un retour sur l'histoire pour dégager les leçons de cet effondrement politique, mais aussi par une discussion

sur l'actualité du socialisme et du communisme. Ce ne sont pas les idées qui ont failli mais leur dévoiement à des fins politiciennes, au nom d'intérêts d'appareils contraires à ceux des classes exploitées et opprimées. Cela signifie aussi gagner à ces idées une nouvelle génération, une jeunesse capable de leur redonner force et vigueur, rayonnement, un contenu contestataire et révolutionnaire. Ces discussions se mènent au coude-à-coude, dans les luttes et les mobilisations. Elles supposent aussi que les anticapitalistes et révolutionnaires redonnent crédibilité à des idées qui, pour la grande majorité de l'opinion, ont dramatiquement échoué. Pourquoi ce qui a échoué hier peut réussir demain ? En quoi l'évolution du capitalisme, la mondialisation libérale et impérialiste ont mûri les possibilités objectives, les moyens économiques, sociaux, culturelles pour une transformation de la société à l'échelle internationale ? Le socialisme dans un seul pays était un mensonge, l'internationalisme fondé sur la coopération des peuples est l'avenir. Un vaste travail qui s'inscrit dans la continuité du fil rouge qui relie les multiples combats pour l'émancipation...

Yvan Lemaître



SALAIRES DU CAC 40

Faux débats et vrais scandales

Le Medef a tenté de donner le change au sujet du salaire exorbitant de Carlos Ghosn au sujet duquel son haut comité de gouvernement d'entreprise (HCGE) s'est fendu d'une lettre.

Celle-ci demande, quelle audace, de tenir compte du rejet par les actionnaires de Renault (à 54%) de la rémunération attribuée au PDG de Renault et de Nissan, 15 millions d'euros, soit 7,2 côté Renault et 8 côté Nissan. Le patronat fait semblant de s'indigner, montrant l'arbre pour mieux cacher la forêt... Cette lettre du Medef est à peine plus hypocrite que la pétition « Appel des 40 au CAC 40 » lancée par quarante dirigeants politiques de gauche, syndicalistes ou intellectuels. « Nous demandons au gouvernement de légiférer pour que désormais, en France, un patron ne puisse pas être rémunéré plus de 100 Smic, soit 1,75 million d'euros par an », écrivent les signataires parmi lesquels, avec les amis de Cambadélis, se trouvent Laurent Berger (CFDT), Philippe Martinez (CGT), Carole Couvert (CFE-CGC), Luc Bérille (Unsa), Thomas Piketty, Nicolas Hulot, ou le président de l'Unef, William Martinet. Leur audace, pour le moins limitée, est symptomatique de l'adaptation de cette gauche politique et syndicale à la logique du système.

Des serveurs grassement rétribués

L'appel note pourtant qu'alors que, « dans les années 60, les rémunérations des PDG représentaient 40 fois le salaire moyen pratiqué dans les plus grandes entreprises américaines, cet écart a explosé pour atteindre aujourd'hui plus de 200 au sein de ces dernières et 120 dans les sociétés françaises. » Les Jean-Paul Agon, Maurice Lévy, Georges Plassat, Bernard Arnault et autres gagnent entre trois et quatre millions d'euros par an : en moyenne, 240 fois le Smic... Hollande a, sans rire, demandé « aux autorités du patronat, des employeurs, d'avoir l'exigence morale de limiter la rémunération des dirigeants d'entreprise. À la loi d'intervenir pour des règles plus simples, plus claires, si rien ne se fait du côté patronal ». Il prétendait déjà dans sa campagne de 2012 « limiter les écarts de rémunération »... qui ont en fait explosé!

Il n'y a là rien que de très logique que les serveurs de la finance dont la seule véritable compétence est d'exploiter, de licencier, délocaliser... afin d'augmenter les profits et les rémunérations des actionnaires, participent au festin macabre en intégrant la classe dirigeante. Ces rémunérations scandaleuses ne sont qu'un des symptômes de la folie de la financiarisation de l'économie et de la vie sociale tout entière parasitée par le capital. Les écarts de salaires ne devraient pas être supérieurs à 10, mais une autre répartition des richesses implique de prendre le mal à la racine, la logique de la course à la rentabilité et la propriété capitaliste.

Yvan Lemaître

BOUCHES-DU-RHÔNE

Le mistral de la lutte va-t-il se renforcer et tout emporter?

Depuis 2010, la mobilisation n'a jamais été aussi forte sur Marseille et la région. Ici comme ailleurs, le sentiment est qu'avec la loi El Khomri, le gouvernement PS-MEDEF a peut-être poussé le bouchon un peu trop loin!

Et tout particulièrement depuis le passage en force à coup de 49-3, la mobilisation s'étend dans l'ensemble de la région. Sous la pression d'une base exaspérée qui s'était déjà fortement exprimée lors du congrès de l'UD CGT 13 en février dernier, le congrès confédéral CGT tenu à Marseille en avril a adopté un appel à la grève interprofessionnelle reconductible. À des degrés divers, avec certes beaucoup de nuances, mais de façon nette, la lutte des classes reprend peu à peu ses droits.

«Forces de l'ordre» VS «bastions»

La dernière bourde du gouvernement a été l'intervention musclée des gendarmes mobiles pour débloquer le site pétrolier de Fos-sur-Mer, suivie de l'encerclement à grand renfort de lacrymogène de l'union locale CGT où s'étaient réfugiés les militantEs coursés par les flics...

L'état d'urgence mis en place en novembre révèle ainsi au grand jour sa véritable fonction : mettre au pas le monde du travail. Mais le résultat ne s'est pas fait attendre : l'ensemble des raffineries du pays étaient en grève dans la journée, ainsi que la quasi-totalité des boîtes de la zone de Fos-sur-Mer. Les « bastions » sont bien sûr présents dans le combat : réparation navale, port, pétrochimie, centrale de Gardanne, Ascométal, reconduisent régulièrement la grève. Même la RTM (Régie des transports marseillais), échaudée comme bien des secteurs par ses défaites des années précédentes, revient dans la lutte. D'autres préavis sont régulièrement posés,



aux chèques postaux, chez les territoriaux, chez les dockers... Comme cela avait été réclamé par la base, la CGT organise depuis peu occupations (bureaux de la Commission européenne, Air France) et blocages. Après les raffineries, c'est aussi le tour de centres commerciaux ou plateformes de distribution sur les villes du département, avec la participation de syndicalistes CGT, mais aussi de Solidaires, ainsi que celle de militantEs politiques (NPA, JC, PCF...).

La campagne anti-CGT conduit aux drames...

Côté gouvernement, le fait nouveau est donc la multiplication

des violences policières. Déjà à plusieurs reprises, les « forces de l'ordre » (bourgeois) avaient fait preuve d'une violence aggravée contre les jeunes à l'issue de manifestations. Mais jeudi 26 mai, la campagne haineuse menée par Valls contre les militantEs CGT a débouché sur des drames : à Fos, proférant sa haine sociale (appel aux flics à leur « tirer dessus »!), un automobiliste a forcé un barrage et grièvement blessé un syndicaliste CGT, toujours entre la vie et la mort au moment où ces lignes sont écrites. Dans le même temps, à Vitrolles, un camion forçait lui aussi un barrage, faisant deux blessés. Du côté de l'intersyndicale, et malgré des tactiques un peu hésitantes, la fragile « unité » (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL) semble tenir le coup et exige toujours le retrait de la loi. Mais même si FO est à l'heure actuelle toujours dans le camp du refus de la loi, il est permis de se demander ce que sera son attitude si

Valls venait à lâcher du lest pour fissurer l'unité syndicale. Cela d'autant plus que FO 13 n'est pas à proprement parler un modèle de syndicalisme « lutte de classes »...

Fédérer l'ensemble des formes de contestation et de lutte

Du fait de son poids particulier sur le département, d'une façon ou d'une autre, la clé de l'action et de ses formes est entre les mains de la CGT. Ainsi, concernant les perspectives pour le mois de juin, la CGT avait proposé de ne pas attendre la manifestation nationale du 14 juin à Paris, et souhaitait (avec le soutien de Solidaires) une action dès ce 2 juin. L'intersyndicale n'ayant pas suivi, la CGT appellera seule à cette action, sans doute avec la participation de Solidaires. Enfin, à côté de la préparation de la manifestation nationale, des initiatives locales seront aussi organisées pour permettre à celles et ceux qui n'iront pas à Paris de se mobiliser quand même. Il est bien sûr du devoir des syndicalistes de lutte d'appuyer toutes ces actions, et ce, dans tous les secteurs, pour travailler à élargir encore et toujours la mobilisation. Parallèlement à tout cela, le mouvement Nuit debout continue ses occupations de rue, organisant des assemblées de débat où se côtoient toutes sortes de militantEs souvent non encartés, et qui par ce moyen, font l'expérience de nouvelles formes de lutte.

La question des rapports parfois difficiles entre celui-ci ou le groupe « 13 en lutte » et la CGT est parfois l'occasion de débats pas vraiment fraternels. Pourtant, l'intérêt du mouvement est bien de réussir à fédérer l'ensemble de ces formes de contestation et de lutte contre la loi travail : manifestations, grèves, occupations, blocages.

Encore du chemin à parcourir, mais la victoire est peut être à portée de main. Une victoire, enfin!

Jean-Marie Battini

METZ (57) Pour Yann et Denis, c'est «relaxe»!

Ils avaient été jugés le 26 avril: outrage pour le premier et rébellion et violence sur agent pour le second lors d'un sit-in le 17 mars. Le procureur avait demandé 500 euros d'amende pour chacun. La nouvelle de leur relaxe est tombée le mardi 24 mai.



Denis et Yann, re-la-xés! DR

Aussi, nous ne boudons pas notre plaisir à l'annonce du délibéré. Il s'agit d'une vraie victoire, fruit

d'une mobilisation large, du concours d'une avocate très offensive et de la chance d'avoir pu disposer d'emblée d'une précieuse vidéo amateur...

Mais ce n'était que justice, les seuls blessés dans l'affaire étant Yann et Denis (respectivement 4 jours d'ITT et 5 points de suture, et 7 jours d'ITT)! Mais qu'elle énergie il aura fallu mettre dans cette bataille!

Le nerf de la guerre...

Ce procès a bien plombé l'activité militante de nos deux camarades durant toutes ces semaines. Et se pose également la délicate question de l'argent, des frais d'avocat, et ce n'est pas une bagatelle : le NPA a réglé les 3400 euros d'honoraires (ils sont tous deux militants NPA et CGT)... Une souscription est lancée

et les organisations sont sollicitées.

Avec un avocat commis d'office, avec une comparution immédiate, il est sûr que l'issue aurait été toute autre avec de graves conséquences envisageables. Où parler de justice de classe n'est pas abus de langage... En tous cas, voilà deux militants remis d'aplomb dans la bataille contre la loi travail et contre l'état d'urgence. Et, s'ils ont la banane, non, l'idée d'aller « embrasser un flic » ne les a pas effleurés! Une plainte pour violence policière reste déposée.

Correspondants

CFDT Berger, l'idiot utile du gouvernement

Face à la mobilisation contre la loi travail qui enfle et qui s'installe, la quasi-totalité de la classe politique et des médias, détenus à 95% par les grandes fortunes du CAC 40, se déchaînent en général contre ceux qui osent relever la tête, en particulier contre la CGT. Quand le système agit à plein ses serveurs, le syndicalisme d'accompagnement n'est pas en reste, comme en témoignent les récentes déclarations de Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, pour qui le retrait serait inacceptable...

En ne communiquant que sur les rares points positifs du texte comme l'extension de la période de protection des femmes enceintes

ou celle de la garantie jeune – dont on ne sait toujours pas comment elle serait financée – au profit de reculs gigantesques comme la fixation de durées motivant le

RECHERCHE Des coupes budgétaires brutales ?

L'annonce intervenue le 18 mai dernier du projet de suppression par décret de 256 millions d'euros de crédits 2016 pour la mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur, principale source de financement de la recherche civile, a provoqué quelques remous au sein de la communauté scientifique nationale.

Cette suppression budgétaire porterait essentiellement sur la recherche pour 168,7 millions d'euros, avec 134 millions d'euros supprimés sur les organismes de recherche publics (CNRS, CEA, INRA, INRIA), 23,1 millions d'euros sur la recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durable, 6,6 millions d'euros sur la recherche culturelle et la culture scientifique, 5 millions d'euros sur la recherche spatiale. L'enseignement supérieur universitaire est également mis à contribution et voit son budget diminuer de 50,2 millions d'euros, et 26,05 millions d'euros pour la recherche et l'enseignement supérieur en matière économique et industrielle. Enfin, 10 millions d'euros sont supprimés du programme vie étudiante pour des opérations immobilières, et 1,2 million d'euros du programme enseignement supérieur et recherches agricoles.

Il va sans dire que le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) n'échappe pas à la logique des restrictions budgétaires imposée depuis des années à l'ensemble des services publics. Les rythmes et modalités y sont certes spécifiques, mais ce n'est pas une surprise, contrairement à ce que disent la récente tribune de huit personnalités scientifiques parue dans *le Monde* du 24 mai 2016¹ ou les arguments « d'exception » développés par des personnalités syndicales et associatives de l'ESR².

De l'argent il y en a, mais pour faire quoi ?

Cette annonce d'annulation de crédits fait suite aux annonces de relance de programmes financés par appels d'offres et administrés directement par le Premier ministre au travers du Commissariat général à l'investissement, au détriment donc de crédits « pérennes » gérés par le secrétariat d'État à l'ESR. Pour essayer de rassurer les personnalités scientifiques, Najat Vallaud-Belkacem a annoncé presque sur le champ que, dès le mois suivant, une enveloppe supplémentaire de 65 millions d'euros va permettre à l'ANR (Agence nationale de la recherche) de retenir davantage de projets en 2016. De l'argent, il y en a donc... quand il s'agit d'accroître la logique de recherche sur projet, en lien direct avec les « besoins » des entreprises. Inverser la vapeur ne se fera donc pas sans remettre en cause profondément la logique de profit qui surdétermine l'ensemble des politiques d'austérité. Il est vain – et source de division – que de s'accrocher à une prétendue exception culturelle de l'ESR. Encore plus vain de croire que les classes dirigeantes auraient

mal compris l'apport de l'ESR dans leur business et qu'il suffirait de les convaincre par la raison pour qu'ils reviennent sur toutes leurs contre-réformes passées et à venir... L'ESR n'est qu'un maillon parmi d'autres dans leur sale besogne de démantèlement et d'annihilation des services publics.

Lundi 30 mai, François Hollande aurait finalement renoncé aux annulations de crédits sur les organismes de recherche (134 millions d'euros), après avoir reçu à l'Élysée six des huit personnalités scientifiques « indignées »... Un

LA POSTE-RIVESALTES (66) Stopper la répression antisyndicale !

Six mois de grève, une des plus longues de l'histoire de La Poste...

Contrainte par la détermination des grévistes à reculer sur plusieurs points (conditions de travail ; emploi : 14 emplois arrachés sur le département), la direction de La Poste veut prendre sa revanche en faisant passer en conseil de discipline Alexandre Pignon, syndicaliste CGT, menacé de deux ans de mise à pied. L'accusation ? Une prétendue agression contre le directeur de La Poste de Rivesaltes. Un véritable coup monté. Solidaires de leur camarade, déterminés à obtenir des garanties face aux tergiversations et à la brutalité de leur direction, les grévistes poursuivent leur lutte, occupant même pendant plusieurs jours la place du marché 24h/24 suivant l'exemple des Nuits debout (*l'Anticapitaliste* n° 335). La semaine dernière, un des leurs a décidé de se mettre en grève de la faim « pour alerter l'opinion publique sur la façon dont la direction de La Poste



Facteurs debout ! DR

considère ses agents ». Sans acquiescer à cette démarche personnelle, les syndicats SUD et CGT ont déclaré être à ses côtés, mettant le doigt sur la responsabilité de la direction de La Poste. Un rassemblement, avec montée en bus, a été organisé à Montpellier mardi 31 mai, jour du conseil de discipline régional.

Solidarité(s)

Dans le même temps, a vu le jour une pétition « *Facteurs debout à Rivesaltes* » déjà signée par plusieurs intellectuels (Étienne Balibar, Éric Hazan, Jacques Rancière, Gérard Mordillat, etc.) qui appelle à ce qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre d'Alexandre et exprime leur soutien à la grève : « *Prendre le travail*

désamorçage tactique alors que l'exécutif se prépare prochainement à de rudes mobilisations sociales contre la loi travail ? Plus que jamais, il faut donc répliquer tous ensemble !

Correspondant

1 – http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/05/23/coupes-budgetaires-dans-la-recherche-huit-grands-chercheurs-denoncent-un-suicide-scientifique-et-industriel_4924612_3232.html#tMxfb5XTQFHgIgw.99
2 – http://www.lemonde.fr/sciences/article/2016/05/23/la-communaute-scientifique-s-emeut-de-l-amputation-des-budgets-des-organismes-de-recherche_4924630_1650684.html

après une victoire qui sacrifierait l'un d'entre eux est moralement insupportable. »¹

À l'instar du gouvernement confronté aux mobilisations contre sa loi travail, la direction de La Poste tente de réprimer et briser le syndicalisme de lutte. La solidarité la plus large et militante avec Alexandre – et avec les grévistes de Rivesaltes – est une urgence. Le défendre et défendre les droits syndicaux brutalement attaqués pour faire passer en force toute une politique antisociale au service du Medef et de la finance capitaliste.

Correspondant

1 – [http://npa66.org/militer/article/des-intellectuels-s-engagent-pour](http://npa66.org/militer/article/des-intellectuels-s-engagent-pour-Solidarité-grévistes: chèques à l'ordre de Sud-Poste 66 ou CGT-Fapt 66, 2, boulevard Henri-Poincaré, 66100 Perpignan.)
Solidarité grévistes : chèques à l'ordre de Sud-Poste 66 ou CGT-Fapt 66, 2, boulevard Henri-Poincaré, 66100 Perpignan.

AIR FRANCE Rien n'est réglé, tout reste à faire

Vendredi 27 mai étaient rassemblées sous le soleil plusieurs centaines de personnes en soutien au 16 d'Air France qui passaient en jugement après la mobilisation du 5 octobre. 11 étaient poursuivis pour avoir ouvert une grille et 5 dans l'affaire de la chemise.

On peut se réjouir que cette mobilisation nécessaire contre la répression du monde ouvrier ait réuni de nombreux militantEs, parfois venus de loin. Malheureusement les salariéEs d'Air France étaient, eux, peu présents au rendez-vous. Même si plusieurs syndicats (Alter, CGT et SUD Aérien) appelaient à une journée de grève, peu de travail de mobilisation avait été réalisé en interne pour soutenir ces salariés, tous affiliés à la CGT. Sur le plan juridique, la stratégie de défense mise en place par la CGT a été couronnée de succès pour cette première manche. En effet, les avocats des salariés ont demandé le report de l'audience, ce qui leur a pour le moment été accordé. La raison est qu'en parallèle à ce jugement la CGT a porté plainte contre Air France pour de nombreuses irrégularités dans la gestion du 5 octobre (mise en place de caméras, agents de sécurité, etc.). Les avocats ont demandé à ce que les deux affaires soient jugées ensemble. La justice donnera une réponse fin septembre. S'ils obtiennent gain de cause, le jugement sera repoussé à décembre. Si la stratégie se tient d'un point de vue judiciaire, ces reports successifs risquent de contenir la mobilisation.



Martinez présent vendredi dernier, la CGT en force... DR

L'unité est toujours un combat...

Cette journée, qui se voulait festive avec la projection du film *Comme des lions* et un concert de Soviét suprem, a été marquée par le sceau de la CGT qui en avait fait une journée de mobilisation nationale. Au détriment parfois de la nécessaire convergence intersyndicale que nous devons impérativement réussir sur le sujet de la répression syndicale. Pour le NPA, Christine Poupin et Olivier Besancenot, entre autres, sont venus apporter leur soutien. Si Pierre Laurent a été invité à la tribune par les représentants CGT d'Air France, les autres organisations politiques n'ont, elles, pas eu le droit à la parole...

Bref, une journée de mobilisation réussie, mais où on voit que le travail unitaire a encore du chemin à faire.

Correspondant

licenciement économique en cas de baisse d'activité ou la création d'accords offensifs de maintien dans l'emploi, ce dernier assure sans état d'âme le service après-vente du gouvernement, se focalisant même sur l'utilisation du 49-3 qualifiée de problème de méthode. Plus encore, il fustige non seulement les prétendus fantasmes et postures des opposants à la loi El Khomri, à commencer par la CGT, mais ose même soutenir que celle-ci serait une source de progrès social.

La lutte des places plutôt que celle des classes

Expliquer que le conflit en cours est avant tout motivé par le fait que la CFDT peut rafler en 2017, date de la prochaine mesure de la représentativité au plan national, la place actuellement occupée par la CGT en perte de vitesse au plan électoral, est réducteur. Comme l'a bien résumé



Des membres de la CFDT dans la manif parisienne du 31 mars. DR

Hollande, « *ce qui est en jeu, c'est une clarification entre deux syndicalismes, un syndicalisme de contestation ou un syndicalisme de responsabilité* », avec une inclinaison évidente de sa part pour le second...

Avec l'article 2 de la loi qui consacre l'entreprise comme cadre primordial de l'élaboration de la norme sociale et la dérogation comme règle et non plus comme exception, le ver est dans le fruit : il faut être naïf comme Berger pour croire que ce qui serait réservé au temps de travail ne puisse pas demain être étendu au salaire minimum (la majoration des heures supplémentaires serait déjà impactée par la réforme) ou aux instances représentatives du personnel, ce que permet déjà pour partie la loi Rebsamen.

Quant à la disposition relative au référendum d'entreprise, seule la CFDT la soutient mordicus, ses alliés de la CGC et

de l'UNSA la refusant, et pour cause : elle lui permettrait, là où elle est minoritaire, de pouvoir imposer ses vues. De la sorte, elle ouvre la porte à la remise en cause du rôle même des organisations syndicales : pour preuve, l'amendement déposé par des députéEs LR permettant de déclencher un référendum faute d'accord... pour peu que 10 % des salariéEs le demande !

La base se rebiffe

La CFDT a connu des départs successifs de ses militantEs les plus à gauche à l'occasion des précédentes grandes mobilisations sociales (vers SUD en 1995 puis vers la CGT en 2003), ou plus récemment sur la question du travail dominical la désaffiliation de son syndicat francilien du commerce, le SCID. C'est donc une organisation « normalisée », et pourtant la contestation de l'accompagnement par la confédération de la loi travail suscite

des réactions hostiles en son sein. Celles-ci s'expriment par l'intermédiaire de structures locales comme l'union locale de Montpellier, ou professionnelles (Betor Pub, culture ou métallurgie), n'hésitant pas à braver les « consignes » nationales en participant aux manifestations décidées par l'intersyndicale en faveur du retrait du texte.

Ces structures CFDT ne demandent pas pour autant ce retrait mais considèrent qu'il est trop déséquilibré et raisonne classiquement, à savoir qu'il faut construire un rapport de forces pour obtenir des avancées significatives. En se mettant dans la roue du gouvernement et quelle que soit l'issue du mouvement en cours, il est certain que le choix de la CFDT, à contre-courant d'une opinion majoritairement hostile à la loi, aura un impact sur son développement et son audience. **LD**



Les comités en action !

Rennes (35) La fête du NPA, une réelle réussite anticapitaliste. Pris par le mouvement social, nous n'avons commencé à appeler à la fête qu'une semaine avant celle-ci... Mais, l'investissement des camarades et sympathisantEs a permis de rattraper le retard. Ce samedi 28 mai, dès 15 heures, la salle avait pris des tournants anticapitalistes : tables de presse de collectifs (Palestine, sans-papiers, Kurdes...), affiches, banderoles.



Les différents ateliers de l'après-midi ont chacun réuni une trentaine de personnes et ont permis d'insister sur les liens entre capitalisme et destruction de la planète et la nécessité de sortir du nucléaire (manif à Flamanville les 1^{er} et 2 octobre), sur la dangerosité des lois liberticides et la violence d'État qui s'abat contre le mouvement social et les quartiers populaires, sur la nécessité d'abolir capitalisme et patriarcat pour en finir avec l'exploitation, sur notre anticapitalisme qui ne peut être qu'internationaliste. Pour le meeting, une salle comble, avec plus de 300 personnes de tous horizons, ponctué de slogans, et une grande diversité : une intervention mobilisatrice et poignante d'Olivier Besancenot, et d'autres par des militantEs du NPA Rennes, notre combat féministe, la lutte contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la situation à PSA, la mobilisation dans les lycées et les facs rennaises...

La soirée s'est terminée de manière festive, avec une bouffe et un concert anticapitaliste de Sawa qui nous a donné la rage et la détermination nécessaire dans notre lutte, pour en finir avec un système dont nous n'avons rien à attendre.

Les Nôtres

Daniel Couret

Daniel, dit l'Herbier – son pseudonyme à la LCR –, est parti. C'était un militant de la « vieille école », un constructeur de parti, un syndicaliste de classe, un militant trotskiste.



Avec Francesca, sa compagne, sa vie aura été marquée par l'engagement politique dans le mouvement ouvrier. Lycéen puis postier, il aura été de toutes les luttes de classes importantes de ces dernières décennies. Il a d'abord milité une dizaine d'années à Lutte ouvrière. Ne partageant plus les conceptions de LO, il rejoint la LCR en 1985, puis le NPA. Jusqu'à sa retraite en 2006, il saura toujours, dans son combat pour l'émancipation des travailleurs, conjuguer l'activité dans les syndicats ou les associations et la construction de la LCR. Il participe aux luttes des PTT dans les années 1970, et anime la section CFDT du centre de tri de la gare de Lyon. Il sera un des militants fondateurs de SUD PTT après la rupture avec la CFDT. Daniel était aussi un constructeur de parti, dans l'entreprise bien entendu, mais aussi dans toutes les activités de la LCR, notamment son intervention dans les luttes de la jeunesse lors du mouvement de 1986, dans toutes ses campagnes politiques.

Mais il était avant tout un passionné d'histoire du mouvement ouvrier, de grandes et de petites histoires du mouvement trotskiste. Profondément internationaliste, il s'était particulièrement intéressé à l'histoire des grèves ouvrières nord-américaines et leur animation par des militants trotskistes de l'époque. Il continuait à suivre les différents courants du mouvement révolutionnaire, se désolant de leurs divisions et du fractionalisme ambiant qui les rongent.

Mais Daniel, même au Pays basque, était un « gamin de Paris », avec une gouaille inimitable, un talent fou pour raconter des histoires, et pas seulement celles du mouvement ouvrier, un bon vivant, passionné de pêche sous-marine, doté avec Francesca d'une énorme générosité pour recevoir les amis, mais aussi pour aider celles et ceux qui étaient dans le besoin.

Bref, Daniel était quelqu'un de bien. Il nous quitte trop tôt. Salut l'ami et le camarade.

François Sabado

Philippe Poutou : la fête oui, la lutte aussi !

Cette semaine, le candidat du NPA a articulé mouvement contre la loi travail dans sa ville de Bordeaux et déplacements pour des rencontres et réunions publiques à Tarbes (65) et Toulouse (31), avec dans la Ville rose une bien belle fête anticapitaliste...

Lundi 23 mai, c'est en militant syndical que Philippe a commencé la semaine par une réunion à l'union départementale CGT de Gironde. Au-delà des échanges sur le niveau de mobilisation des différents secteurs, ont fait jour un certain nombre de critiques sur l'attitude de l'UD CGT : SO, absence de débat en interne, Bourse du travail qui n'est pas ouverte aux réunions des jeunes, des précaires ou de Nuit debout...

Fort heureusement les jours suivants furent plus réjouissants : mardi, en réunion avec des syndicalistes, routiers, de la chimie, en recherche d'idées d'action, discussion qui continué le lendemain par une AG à Barbey, le théâtre occupé par le CIP depuis quelques jours. 130 personnes (jeunes, lycéenEs, étudiantEs, intermittentEs, syndicalistes enseignants, routiers, personnes non organisés) sur la même longueur d'onde.

26 mai, grosse journée

Jeudi 26 mai, mobilisation générale à Bordeaux : à 6 heures, Philippe participe à une tentative de blocage de bus Macron, devant la gare en présence de cheminotEs, de jeunes, de syndicalistes.

En fin de matinée, environ 7 000 personnes se retrouvent pour manifester. Dynamique et compacte, le ton a changé : plus de détermination et de colère... et de vigilance à l'égard des policiers, surtout ceux en civil. Et donc évidemment, à un moment, en plein quartier riche, un œuf de peinture vole sur la vitrine d'un magasin de luxe, et les flics en civil embarque un jeune... Mais la manif s'arrête, et crie « libérez nos camarades ! » Ça chauffe, les flics gazent et font une brève sortie, deux militantes sont blessées. Au bout de 45 minutes de face-à-face, les flics sont obligés de ramener le jeune qui ne ressemble en

rien à un « casseur ». Il est soulevé en triomphe, et la manif peut repartir... Et le soir même, Philippe vient saluer ses amis bloqueurs qui se préparent à une nouvelle action. Plus d'une centaine de personnes sont là !

De la ZAD de Tarbes...

Vendredi 27 mai, Philippe était invité par l'Association des riverains des stations d'épuration et installation de traitement des déchets, association qui organise la lutte des habitantEs de Bordères-sur-l'Echez, près de Tarbes (65). Philippe a pris connaissance du contenu du projet combattu par les habitantEs¹, et a passé l'après-midi à la ZAD.

Puis une réunion publique a eu lieu en présence d'une quarantaine de personnes, dont des militantEs de Nuit debout. Évidemment, l'essentiel du débat a tourné autour du mouvement contre la loi travail et son monde. Mais les perspectives politiques plus globales ont été aussi abordées : pourquoi se présente-t-on aux élections alors qu'on critique puissamment le système institutionnel ? Pourquoi et comment construire une organisation politique regroupant tous ceux qui luttent contre le capitalisme ? Un débat passionnant qui ouvre de nouvelles perspectives au NPA 65 !

... À la fête toulousaine

Ce samedi 28 mai, en plein mouvement social pour le retrait de la « loi travail », 400 personnes sont passées à l'après-midi et à la soirée de fête anticapitaliste organisée par le NPA 31 : militantEs du mouvement, jeunes révoltés, organisations amies, camarades et sympathisantEs, dans une ambiance conviviale et fraternelle. Dès 12h30, la journée a bien commencé avec une conférence de presse de Philippe... accompagné de Floréal Soler, maire de Pécharic-et-le-Py (Aude), l'un de ses parrains à la présidentielle de 2017. À partir de 13 heures, la journée a été bien rythmée avec une projection débat en présence de



Philippe et son parrain, le maire de Pécharic-et-le-Py, DR

la réalisatrice du documentaire *La résistance respire* sur la lutte contre le barrage de Sivens ; un débat sur l'état d'urgence, le racisme et la répression animé par Julien Salingue et Omar Slaouti ; un one-man-show musical avec M. Tristan face à un public hilare. Le meeting s'est déroulé devant une salle bondée et enthousiaste avec des interventions de François Piquemal, porte-parole du DAL, Aurélie-Anne de l'Union des étudiants de Toulouse, Yann Puech, syndicaliste cheminot, et bien entendu Philippe. La mobilisation en cours était au centre de toutes les interventions : la nécessité d'aller vers un mouvement de grève de l'ensemble des secteurs, d'une grève générale, d'en finir avec ce gouvernement illégitime, de poser les bases d'une autre société, débarrassée du capitalisme et de ses oppressions...

La fête s'est terminée par un concert bien animé grâce aux groupes Input'es et El Comunero. Ce dernier a fait danser et vibrer la salle sur des classiques de la révolution espagnole revisités. En bref, une vraie réussite, une fédération du NPA plus motivée que jamais, tout comme son candidat !

Correspondants

1 – Voir le site de l'Adrise : <https://sites.google.com/site/associationadrise>



Plus de 60 personnes (dont une moitié des régions hors Île-de-France) ont assisté à ce week-end où chacunE a pu suivre des temps en plénier, des ateliers, et une soirée conviviale et festive.

L'occasion en premier lieu d'échanger sur la construction d'un féminisme internationaliste et lutte de classe. La présentation en plénière sur ce thème et les échanges ont permis, à partir des expériences de chacunE, d'appréhender combien un féminisme internationaliste nécessite, en plus de la solidarité entre les femmes du monde entier, de bâtir des revendications internationales à même de défendre les droits des femmes et leur autonomie partout autour de la planète. La venue de camarades de la Martinique qui ont relaté la situation sociale des femmes chez elles a permis d'appréhender cela *in concreto*. En espérant avoir le plaisir de les retrouver lors de la prochaine université d'été du NPA. Dans d'autres ateliers, en fonction de ses centres d'intérêts et de ses besoins de formation, chacunE a pu participer à des discussions, que

ce soit sur l'histoire et l'actualité du Planning familial à l'occasion de son 60^e anniversaire, sur le concept de genre, sur la culture du viol, ou encore sur les droits sociaux des femmes.

Reconstruire un mouvement autonome des femmes

Au cœur des échanges également la discussion sur le mouvement féministe aujourd'hui, son état et l'orientation à défendre pour reconstruire un mouvement autonome des femmes. La diversité des profils des participantEs, des expériences et des réalités d'intervention nous a offert l'occasion de le discuter.

La dernière plénière du week-end a été consacrée à la question des femmes et du syndicalisme, introduit par trois camarades militant à la FSU, Solidaires et la CGT. Une richesse d'expériences mise à profit pour échanger sur la situation des femmes au travail, les pistes pour défendre les droits des femmes au sein des organisations syndicales, et lutter, à partir des outils légaux comme le rapport de situation comparée, contre les discriminations salariales que subissent bien trop souvent les femmes au travail.

Les temps informels ont permis d'affiner les discussions et de se rencontrer, pour des liens plus

Rencontres

Week-end féministe du NPA : un succès qui ne se dément pas

Le deuxième week-end féministe national du NPA s'est tenu les 21 et 22 mai dernier à Paris. Ouvert à touTEs les militantEs et aux sympathisantEs, en mixité, ce week-end avait pour vocation de permettre d'approfondir notre élaboration collective et aux féministes du parti et proches de se rencontrer et d'échanger.

étroits et une meilleure compréhension mutuelle, ce qui renforce notre solidarité féministe et notre travail.

La qualité des topos et des échanges, la diversité des thématiques abordées, l'ancrage de ce week-end dans l'actualité de nos luttes et du mouvement féministe font que chacunE est rentrée de ce week-end avec des éléments pour poursuivre les combats pour les droits des femmes. Et collectivement, cela participera à alimenter l'intervention féministe du NPA. Pour la suite, rendez-vous au prochain week-end féministe, et, avant cela, à l'université d'été !

Chloé Moindreau et Abby Taro

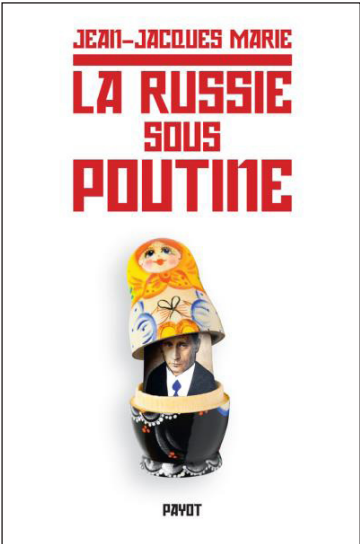
Essai

La Russie sous Poutine, Jean-Jacques Marie

Payot, 2016, 22,50 euros

Historien, militant du mouvement trotskiste, auteur, entre autres, de biographies de Lénine et Trotski, Jean-Jacques Marie offre un tableau de la Russie poutinienne, « aux pays des faux-semblants », une description précise, dénonciatrice et accusatrice.

Dans cet exercice d’histoire immédiate d’une grande clarté, il décrit l’état de la société et du pouvoir politique que le retour au capitalisme a engendré pour garantir à la fois le pouvoir de l’oligarchie et celui de la bureaucratie, la fusion de l’État bureaucratique avec l’oligarchie financière. Loin des poncifs idéologiques, Jean-Jacques Marie explique le régime par l’histoire qui a fabriqué, à partir d’un ancien agent du KGB plutôt effacé, nommé par Eltsine d’abord chef du FSB (Service fédéral de sécurité de la fédération de Russie), puis Premier ministre et, en 1999, son successeur. Ce « président à la triste figure » s’est d’abord forgé son pouvoir et son image de chef dans la sinistre et macabre guerre en Tchétchénie. Puis il consolidera son pouvoir en arbitrant les luttes



entre clans d’oligarques, posant au patriote défenseur de l’intérêt général, alors qu’en fait toute sa politique est dans la continuité

de la « thérapie de choc » qui a démantelé l’économie étatique, une économie privatisée et bradée pour satisfaire les appétits de la nouvelle bourgeoisie. Mais cette propriété privée est instable : fruit du pillage, elle ne repose sur aucune base sociale, pas plus que l’État et le régime de Poutine. Celui-ci impose son pouvoir autocratique en arbitrant les conflits au sein de l’État et entre l’État et les oligarques, profitant de l’indifférence de l’immense majorité de la population, sans organisation et occupée à la lutte pour vivre ou survivre. Le patriotisme et l’apologie du passé grand-russe, y compris sous Staline, son accord avec l’Église orthodoxe et l’impuissance de l’opposition dite démocratique – en fait libérale – entièrement dépendante de l’État donc de lui, sont les seules assises du pouvoir.

Le mythe de la puissance retrouvée

Jean-Jacques Marie démonte le mythe propagé par la propagande occidentale d’une Russie impérialiste à la puissance retrouvée aussi bien à travers son économie que grâce à sa diplomatie agressive, son armée en action en Ukraine et en Syrie, et ses piliers, comme l’Église orthodoxe, les oligarques et le complexe militaro-industriel. Cette image d’Épinal de la grandeur russe qui sert à justifier l’offensive de l’Otan masque la réalité d’un pays ruiné par la politique de ses classes dirigeantes. L’État est une énorme machine maffieuse et répressive, l’Église en est l’instrument grotesque de pression morale. Les syndicats sont aux ordres du régime, alors que le vrai syndicalisme indépendant est pourchassé. L’économie est complètement désorganisée soumise aux besoins financiers des oligarques nourris par la rente pétrolière au mépris de tout investissement socialement utile. La corruption est partout, les inégalités ne cessent de s’accroître. Patriotisme policier et racisme étouffent la population. La chute des prix du pétrole accélère le discrédit du régime. Jusqu’où l’autocratie pourra-t-elle tenir, nul ne sait, mais à travers l’accentuation de la crise sociale mûrissent les facteurs d’une profonde crise politique.

Yvan Lemaître

Exposition

« L’esprit singulier de l’abbaye d’Auberive »

À la Halle Saint-Pierre à Paris, jusqu’au 26 août

Comme toujours à la Halle Saint-Pierre, une exposition foisonnante : 600 œuvres pour 70 artistes permettant d’entrer dans la singularité de l’univers de chacun, dans la ligne des expos précédentes d’art brut, art singulier ou art outsider, et de l’exploration des marges proposées par Martine Lusardy. Comme toujours, ici une représentation incontournable d’art brut, avec Josée Francisco Abello Vives, Anselme Boix-Vives, Philippe Dereux, etc., ou d’art singulier, avec Louis Pons, Fred Deux, Dado Djuric, Michel Macréau... Mais pas uniquement cette fois-ci car plusieurs expos dans l’exposition ponctuent le parcours : les couleurs primaires et les formes primitives de Karel Appel du mouvement CoBrA ou l’apparenté Bengt Lindström ; celles, essentielles, de Gaston Chaissac ; la figuration humaine expressionniste

de la Nouvelle Figuration de Paul Rebeyrolle, Roger-Edgar Gillet, ou plus sombre de Jean Rustin ou Zoran Music ; la photographie surréaliste de Joel-Peter Witkin ; la Figuration libre de Robert Combas et Hervé di Rosa ; les dessins de Hans Bellmer ou Ernest Pignon-Ernest ; les encres de

Gao Xingjian ou la peinture fraîche de Youcef Kourichi... Une sélection coup de cœur reflétant l’esprit singulier de la collection de l’abbaye d’Auberive en Seine-et-Marne constituée par Jean-Claude Volot, industriel. Ses partis pris intuitifs et émotionnels pour une superbe

collection d’expressionnisme contemporain et d’art singulier, autour de la figuration humaine. On finira par l’agréable café de la Halle Saint-Pierre et surtout sa belle librairie, unique dans sa promotion de l’art marginal.

Ugo Clerico

Télévision / DVD

Le bureau des légendes

Série de Éric Rochant, avec Mathieu Kassovitz, Jean-Pierre Darroussin et Sara Giraudeau

Les habits neufs de la propagande impérialiste... En créant cette série, le cinéaste Éric Rochant, qui avait déjà réalisé un bon film d’espionnage, *les Patriotes*, n’a pas caché qu’il s’inspirait des séries américaines plus ou moins réalistes. Les espions ne sont plus des super-héros à la James Bond, mais des fonctionnaires du renseignement, des gens comme tout le monde ou presque, ce qui permet au spectateur de s’identifier à certains d’entre eux, à défaut de fantasmer sur leurs exploits patriotiques et sexuels. De toute évidence, le réalisateur a collaboré avec la DGSE qui l’a même autorisé à filmer certains de ses bureaux du boulevard Mortier, son siège. Grâce à d’excellents comédiens et à des scénarios bien construits, en dépit de quelques inévitables longueurs et scènes de remplissage

inhérentes aux séries télévisées, le pari est largement réussi. On relève sans doute quelques invraisemblances, mais le rythme et le suspense sont au rendez-vous. On n’en dira pas autant de la neutralité... Certes la propagande est relativement subtile, mais elle reste omniprésente. Les agents français ne torturent jamais et ne tuent qu’exceptionnellement d’épouvantables assassins comme un bourreau de Daesh. Les ennemis combattus sont ceux du jour : Daesh, services syriens et iraniens... En revanche, on ne nous montre pas ces amis qui ne valent guère mieux comme les Saoudiens ou les bons djihadistes armés par la France. Bref, la DGSE ne peut que se féliciter de cette collaboration et de l’image que cette série donne de son activité. Le bureau des légendes, c’est un peu, à l’échelle des guerres secrètes internationales,

l’équivalent de Navarro, le bon commissaire de police qui protège la population. Un produit intelligent et habile, agréable à regarder, mais qui n’en véhicule pas moins une idéologie nationaliste, voire impérialiste. Quand la DGSE vante ses gadgets high-tech qui lui permettent de fliquer les gens aux quatre coins du monde, voire de les assassiner à l’aide de drones comme le font les États-Unis, on se demande si elle ne frime pas un peu. Mais ça fait tout de même froid dans le dos.

Gérard Deltel

Saison 2 diffusée en ce moment sur Canal+. Saisons 1 et 2 disponibles en DVD.

Enfants

Tu me racontes tes tatouages ? Alison Mc Ghee & Eliza Wheeler

Rue du Monde, 2016, 16 euros

Histoire(s) à fleur de peau... Pendant un an et demi, au Quai Branly, l’exposition « Tatoueurs-tatoués » a fait couler beaucoup d’encre. Preuve que le tatouage n’est plus l’apanage des « mauvais garçons » et des « filles de joie ». Aujourd’hui, un Français sur dix est tatoué, un français sur cinq parmi les 25-34 ans.

Outre l’effet de mode, les tatoués évoquent souvent une forme de sublimation, de prise de contrôle et de maîtrise sur son propre corps, un acte extrêmement personnel. Paradoxalement, le tatouage, de part son évidente visibilité et les tabous qui l’accompagne, est un acte hautement politique. Comme une seconde peau, on y affiche aux yeux de tous ses rêves, ses croyances, ses aventures, parfois ses peurs... En se faisant tatouer, le privé devient public et le tatoué se voit obligé de s’expliquer, de raconter. Avec bienveillance, comme un livre ouvert sur l’histoire familiale, c’est à travers les lignes de ses tatouages qu’un père parle à son fils de son enfance, de la rencontre avec sa mère et de sa naissance, évidemment... L’encre sous la peau mystifie ses instants de vie dans l’imaginaire de son fils. Ce joli ouvrage illustré utilise l’art corporel du tatouage de façon décomplexée, comme prétexte à la transmission. Chaque dessin sur le corps de ce papa est une histoire de plus en héritage pour son jeune garçon.

Lea Clerico

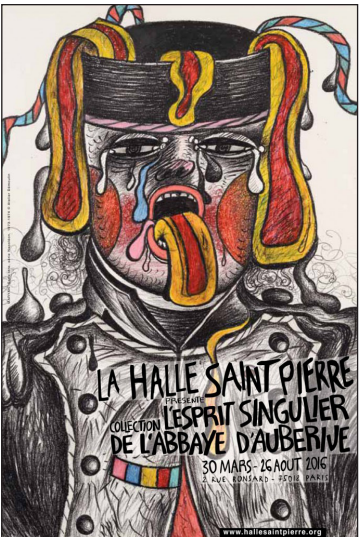
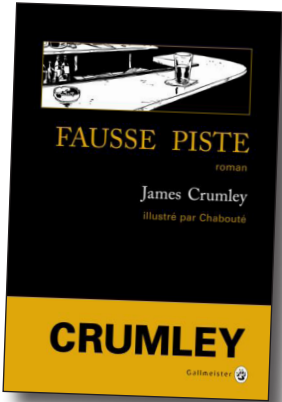
Roman

Fausse piste, James Crumley

Éditions Gallmeister, 2016, 23,50 euros

Il fut un temps où les enquêtes se faisaient sans téléphone portable ni Internet. Et c’est assez récent ! Gallmeister republie le premier roman de James Crumley, une histoire en immersion complète... dans le whisky. Le métier de détective dans la littérature rime presque toujours (sauf chez Maigret) avec mal de vivre et addictions en tout genre. Milo Milodragovitch, ex-flic un peu corrompu, héritier frustré de son argent par sa mère, n’échappe pas au syndrome. Pour trouver qui a tué le petit frère de la très séduisante Helen Dufy, il va payer de sa personne, se battre, beaucoup, et boire, énormément... L’écriture est magnifique, donnant l’impression que l’histoire n’est qu’un prétexte. L’image des États-Unis n’est pas flatteuse : même au fin fond de nulle part, en 1975 régnaient la drogue, la violence, les mafias en tout genre... « C’était un des immenses avantages qu’il y avait à vivre aux USA : la foutue supériorité morale s’y achetait pour pas un rond ».

Catherine Segala



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★la-breche.com

 27 rue Taine 75012 Paris

Quelles sont pour toi les raisons de combattre cette loi El Khomri ? Cette loi est un retour à 1935, un retour sur tout ce qui a été la construction du Code du travail et sur le droits qui y étaient reconnus pour les salariés. Le fameux article 2 de la loi procède à « l'inversion des normes », ce qui signifie qu'elle prévoit que les accords d'entreprise pourront être moins favorables aux travailleurs, que leur convention collective ou même que le Code du travail.

Mais ce n'est pas tout. Quelques exemples : actuellement, il est prévu qu'entre deux journées de travail une pause de 11 heures est obligatoire pour toutes et tous. Avec cette loi travail, toute entreprise pourra revenir sur cette garantie. Les astreintes ne seront payées aux salariés que dès lors qu'ils seront effectivement appelés à agir. La totale disponibilité qui leur est demandée pendant leur temps d'astreinte deviendra gratuite dans le cas contraire.

Les licenciements économiques au sein d'une grande entreprise, pourront être justifiés après 4 trimestres de baisse du chiffre d'affaires. Les grands groupes auront donc tous les moyens de « fabriquer » ces baisses qui, dès lors, justifieront tout. Et l'Inspection du travail n'aura bien sûr plus les moyens d'en vérifier le bien-fondé. À la FNAC, c'est toutes les années que la direction prétend nous présenter des résultats négatifs !

Le gouvernement dit que cette loi donnera plus de place aux syndicats dans l'entreprise... Sauf que, lors des négociations, on a actuellement un plancher en dessous duquel le patron ne peut pas descendre, le Code du travail. Avec la loi, il pourra, dès le début de la négociation, sortir du cadre légal... Surtout si le rapport de forces est défavorable aux salariés !

Comment se profile la mobilisation dans les Bouches-du-Rhône ?

Les secteurs les plus mobilisés sont sans surprise les « bastions » de la résistance : les ports et docks, la pétrochimie et le secteur du livre. Mais, dans l'ensemble, la mobilisation progresse partout peu à peu, même dans certains secteurs de la fonction publique comme les mines et l'énergie, ou la santé publique.

Cette mobilisation est bien sûr plus difficile et clairsemée dans le commerce où se manifeste par certains côtés la « grève par procuration ». Mais il faut comprendre que, dans ce secteur, la mobilisation se heurte à la très forte précarité. Une journée de grève signifie pour beaucoup un très gros sacrifice.

Comment se passe l'unité avec les autres organisations de l'intersyndicale (FO, FSU, Solidaires...) ? Actuellement, l'intersyndicale reste unie et affirme sa détermination à lutter jusqu'au retrait. Donc, pas de procès d'intention !

Comment analyses-tu la réaction du gouvernement et son durcissement (violences policières, répression anti-syndicale) ?

L'utilisation du 49-3, et ici l'évacuation manu militari et violente de la raffinerie de Fos-sur-Mer, apparaissent bien pour ce qu'ils sont : un déni de démocratie. La présence policière est plus importante que jamais. Les fouilles de salariéEs se rendant aux manif sont de plus en plus systématiques. L'infiltration par la police d'organisations naissantes comme « 13 en lutte » peut bien sûr poser problème et nous devons être vigilants

«Faire prendre conscience qu'une caissière de grande surface a entre ses mains, par la grève, une arme très importante»

Entretien. Salarié depuis 10 ans à la FNAC-Marseille-Valentine, **Marc Pietrosino** travaille au rayon librairie et y est délégué CGT. Il est secrétaire général de l'union locale CGT Vallée de l'Huveaune (Marseille 11-12°) et à ce titre, membre de la commission exécutive de la CGT 13.

////////////////////////////////////

là-dessus. Ainsi, on a pu voir lors d'un affrontement entre manifestants jeunes et forces de l'ordre, ainsi que le 1^{er} Mai, des policiers rejoindre certains cortèges ou au contraire s'en extraire en enfilant un brassard « Police »... Ce jeu joué par la police en dit long sur les intentions du gouvernement pour lequel l'état d'urgence tombe à pic.

L'UD CGT 13 avait depuis 3 ans adopté une tactique originale visant à la convergence des luttes, avec l'ouverture aux organisations politiques et associatives. Quel bilan peut-on en tirer à l'heure actuelle ?

Le processus départemental initié il y a trois ans a facilité les rapprochements en période de lutte et le choix de la stratégie de convergence des luttes a été confirmé par la situation actuelle.

Nous disions alors que les attaques subies dans le département étaient l'avant-goût d'attaques beaucoup plus globales. La désindustrialisation forcée que nous connaissons (toujours aujourd'hui avec la lutte des Moulins Maurel) comme la casse de l'hôpital public en étaient les symptômes, la loi El Khomri en est hélas la démonstration ! Comment s'en étonner ? Les intérêts financiers ont un appétit sans fin. Il leur fallait un cadre législatif pour l'assouvir, c'est la loi travail.

Comment analyses-tu les perspectives ? Quels moyens de lier la lutte actuelle contre la loi travail avec celles contre les lois Macron ou Touraine (loi santé) ou l'ANI ? Dans cette lutte, le pouvoir dispose d'une arme importante : les médias qui nous traitent de terroristes. Nous, on n'a pas les mêmes armes. C'est sur le terrain qu'il nous faut informer les salariés. Malgré la désinformation, notre combat est salué par une majorité de l'opinion. Il faut continuer et élargir les résistances.

Un avis personnel : si le gouvernement ne recule pas, ne pourrait-on pas envisager de perturber certains événements à venir, pour permettre à la mobilisation de s'exprimer ? Une prochaine manifestation nationale à Paris est prévue pour le 14 juin. Même si des initiatives peuvent s'envisager dans d'autres villes pour celles et ceux qui ne pourront pas se déplacer, ce qui sera le cas à Marseille,



DR

la CGT 13 y enverra une forte délégation. Mais d'ici là, il va nous falloir occuper très souvent le terrain et ce, dès ce jeudi 2 juin.

Et sur le secteur de ton union locale, comment mener ce combat ?

Les 11°-12° arrondissements ont connu d'énormes pertes d'emplois à statut (surtout dans l'industrie) depuis 30 à 40 ans. Même si le nombre absolu d'emplois est stable, ce sont surtout des emplois précaires. Ici, deux problèmes dominent.

La baisse de la qualité des soins. Les deux établissements publics de santé (l'hôpital psychiatrique Valvert et le centre gériatrique

départemental) sont de plus en plus en souffrance par manque de moyens humains et financiers. Les incendies survenus récemment à l'hôpital Valvert en disent long sur les conditions de travail des personnels !

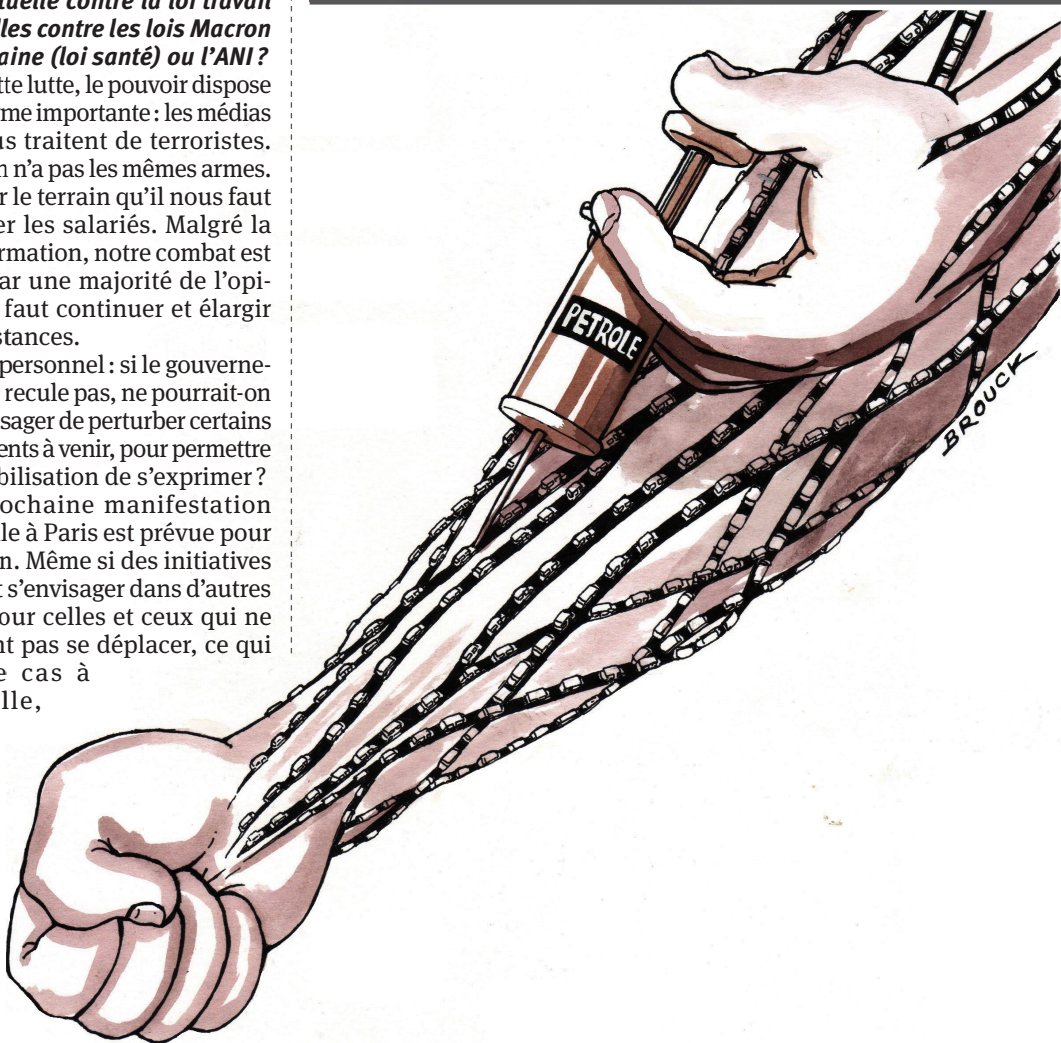
Parallèlement, le secteur privé se développe avec comme conséquence, surexploitation des personnels, baisse de qualité et pillage de la Sécu.

L'autre problème est l'extension de l'immense zone commerciale de la Valentine hors de toute taille humaine, qui symbolise le consumérisme dans lequel on veut nous enfoncer. Le développement de la zone entraîne une flambée du foncier et des loyers, flambée qui fait fuir les dernières industries (la lutte des Moulins Maurel en est un exemple). Les personnes qui y travaillent ont des salaires souvent très bas.

Mais notre responsabilité est aussi de faire prendre conscience qu'une caissière de grande surface a entre ses mains, par la grève, une arme très importante pour faire plier les patrons. Pour les syndicalistes, l'enjeu est clair : nos actions locales devront absolument toucher ces deux secteurs que sont le commerce de grande distribution et la santé.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LA TRIBUNE.fr

CRISE ET CANCER.

La crise financière de 2008

aurait entraîné une surmortalité par cancer de plus d'un demi-million de personnes dans le monde. Tel est le constat d'une étude publiée dans la revue scientifique médicale The Lancet, publiée jeudi 26 mai.

«La récente crise économique est associée à 260 000 morts supplémentaires par cancer dans les pays de l'OCDE de 2008 à 2010, dont 160 000 au sein de l'Union européenne», selon ces travaux. «À l'échelle planétaire, ce sont bien plus de 500 000 morts supplémentaires par cancer», a indiqué à l'AFP le docteur Mahiben Maruthappu de l'Imperial College à Londres, qui a dirigé les recherches. Ainsi, la hausse du chômage a été significativement en lien avec l'augmentation de la mortalité dues à tout type de cancer, excepté le cancer du poumon chez les femmes, assure The Lancet.

La revue rajoute également que la mortalité des différents cancers est liée aux dépenses de santé. Celles-ci ont diminué, donc la mortalité a augmenté, selon The Lancet. La revue scientifique s'est basée sur des données de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé entre 1990 et 2010. Comme l'expliquait The Lancet en 2013, le cancer coûte cher pour chaque pays. Il coûte 17 milliards d'euros par an à la France par exemple.

«La crise de 2008 responsable d'un demi-million de morts par cancer», Latribune.fr, jeudi 26 mai 2016

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM					
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel		Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre		<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org